



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

eai EQUAL ACCESS
INTERNATIONAL

« C'EST NOUS QU'ON APPELLE LES DJIHADISTES »

Étude sur les signes avant-coureurs de l'extrémisme violent
dans les régions frontalières du nord de la Côte d'Ivoire



Dr Parfait N'GORAN - Dr Aziz MOSSI - M. Bernard BLEOU

JANVIER 2023



TABLE DES MATIÈRES

A	Résumé exécutif	5		
B	Recommandations.....	7		
C	Présentation de l'équipe de consultants.....	9		
1.	Contexte et objectifs de l'étude	10		
1.1.	Contexte de l'étude	10		
1.2.	Objectif général.....	10		
1.2.1	Objectifs spécifiques	10		
2.	Méthodologie de l'étude	11		
2.1.	Sites d'étude.....	11		
2.2.	Parties prenantes aux consultations	11		
3.	Histoire locale des agressions des groupes extrémistes violents (GEV)	12		
3.1.	Contexte général et local des agressions des GEV	12		
3.2.	Archéologie des principaux signes avant-coureurs selon les localités.....	13		
3.3.	Récits locaux liés aux agressions des GEV : similitudes et dissemblances selon les catégories d'acteurs.....	16		
	<i>Du rôle des femmes dans la reconstitution de la mémoire locale des signes avant-coureurs de l'extrémisme violent</i>	18		
	Conclusion partielle	18		
4.	Causes perçues, mobiles et cibles des agressions des GEV	19		
4.1.	Conquérir le PNC pour la sanctuarisation des GEV, l'orpaillage et les éleveurs peulhs	19		
4.1.1	Conquérir le PNC pour installer un sanctuaire des GEV	19		
4.1.2	Conquérir le PNC pour le contrôle des ressources et des minerais.....	19		
4.1.3	Conquérir le PNC pour le compte les éleveurs peulhs.....	19		
4.2.	Se venger des dénonciateurs des GEV, des pratiquants de l'islam local et des injustices dont les Peulhs auraient été victimes dans les conflits agriculteurs/ éleveurs.....	20		
4.2.1	Se venger des dénonciateurs des GEV et des pratiquants de l'islam local	20		
4.2.2	Se venger des injustices dont les Peulhs auraient été victimes dans les conflits agriculteurs/ éleveurs.....	20		
4.3.	Promesse de suppression de la présence militaire et de certaines injustices perçues.....	21		
4.3.1	Promesse de supprimer la présence militaire dans les zones frontalières du nord de Côte d'Ivoire	21		
4.3.2	Promesse de supprimer les rackets dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire	21		
	Conclusion partielle	21		
5.	Moyens et modes opératoires des GEV	22		
5.1.	Moyens et ressources mobilisées par les GEV : une provenance difficilement traçable	22		
5.1.1	De la rente tirée des braquages	22		
5.1.2	De la rente tirée des vols de bétails	22		
5.1.3	De la rente tirée des enlèvements contre rançons.....	22		
5.2.	Modes opératoires des GEV.....	22		
5.2.1	L'usage de motos et les déplacements pédestres	23		
5.2.2	La pose d'engins explosifs improvisés (EEI).....	23		
5.2.3	La stratégie de la dissimulation et/ou du déguisement	23		
5.2.4	La stratégie de la diversion	23		
5.3.	Lieux, moments et cibles d'attaque des GEV	23		
5.3.1	Localités d'attaque des GEV.....	23		
5.3.2	Les moments privilégiés et les lieux des attaques	23		
5.3.3	Les cibles primaires et secondaires des GEV	24		
	Conclusion partielle	24		
6.	Changements induits par les actions des GEV et stratégies locales de résilience face à l'extrémisme violent...	25		
6.1.	Ralentissement des activités économiques et dégradation perçue des conditions de vie des populations.....	25		
6.2.	Des rapports interpersonnels et communautaires empreints de peur et de méfiance	25		
6.3.	La présence militaire comme principale alternative de sécurité	26		
6.4.	Mémoire des attaques et construction de stratégies locales de résilience et de veille	28		
6.5.	Des mécanismes locaux d'alerte encore fragiles	28		
	CONCLUSION GÉNÉRALE : Leçons apprises dans les contextes ivoiriens et béninois	29		
7.	Bibliographie	30		
8.	ANNEXES	31		



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

CCM	Comité civilo-militaire
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
EAI	Equal Access International
EI	Engin Explosif Improvisé
EV	Extrémisme ou Extrémiste Violent
FACI	Forces Armées de Côte d'Ivoire
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
FS	Forces Spéciales
GEV	Groupe Extrémiste Violent
LT	Lieutenant
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PNC	Parc National de la Comoé
PS. Gouv	Programme social du Gouvernement
R4P	Projet Résilience pour la Paix
USAID	Agence des Etats Unis pour le Développement International

A Résumé exécutif



Tout en s'inscrivant dans une perspective historique structurée autour des témoignages et récits des communautés, cette étude vise à identifier, les signes avant-coueurs d'attaques dans les localités ayant ou ayant eu en leur sein des groupes extrémistes violents (GEV) actifs. Et ce, en vue d'en avoir une compréhension fine pour guider stratégiquement les interventions de l'État et du Projet Résilience pour la Paix (R4P), notamment à travers la surveillance de la manifestation ou non desdits signes précoces dans les autres communautés/localités et prendre à temps les mesures idoines.

Cette étude a consisté en des enquêtes qualitatives faites d'entretiens individuels et de focus group avec les communautés et autres acteurs locaux à Téhini, Zèpou, Tougbo, Môrô-Môrô, Bolé (région du Bounkani) et Kafolo (région du Tchologo), des localités du nord ivoirien frontalières au Burkina Faso. Les enquêtes ont été menées du 27 septembre au 7 octobre 2022.

Les principaux résultats qui découlent de cette étude sont exposés dans le présent résumé exécutif.

Sur l'histoire locale des attaques des Groupes Extrémistes Violents (GEV) :

Qu'elles aient été des victimes directes ou indirectes des attaques des GEV, les communautés dans toute leur diversité ont une « bonne » mémoire desdits événements et des localités dans lesquelles ils se sont déroulés. Toutefois, alors qu'elles (les communautés) éprouvent des difficultés à situer les périodes exactes et le bilan des attaques. Les autorités administratives et Forces de Défense et de Sécurité (FDS) sont, quant à elles, plus précises. Quant aux signes annonciateurs, les braquages, les vols de bétails, les enlèvements de riches commerçants et de Peulhs, et les rumeurs de présence des GEV constituent des invariants factuels dans les zones de l'étude. En revanche, plus l'on s'approche de la frontière avec le Burkina Faso, plus apparaissent des particularités comme le style vestimentaire, les traits physiologiques et les origines des membres supposés des GEV. Manifestes pour la plupart, ces signes n'ont pourtant pas été vécus par les communautés comme annonceurs des agressions extrémistes qui sont survenues par la suite.

Sur les causes perçues et les mobiles des agressions des GEV :

Localement, les agressions des GEV interviennent dans un contexte déjà traversé par des crises structurelles et des fragilités locales : le déficit d'offre de services publics de base, les conflits agriculteurs-éleveurs, l'absence d'alternatives économiques pour les jeunes, le racket, la fièvre de l'orpillage illicite et la question peulhe. En dehors de l'instauration d'un islam radical et du fait de se venger de « ceux qui collaborent avec les FDS » en dénonçant les Extrémistes Violents (EV), le répertoire des mobiles des GEV surfent sur ces fragilités locales en mettant en avant la réparation des injustices dont les Peulhs seraient victimes, la suppression de la présence militaire et des rackets dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire, l'offre de services publics de qualité. Tous ces mobiles remettent au goût du jour les questions de la présence de l'État dans ces zones et des modalités d'une gestion inclusive et réussie de la diversité sociale.

Sur les moyens, cibles et modes opératoires des GEV :

L'origine des moyens et ressources mobilisés par les GEV est difficilement traçable. Mais selon la lecture des communautés, leurs activités criminelles seraient alimentées par la rente tirée des braquages, des vols de bétails et de l'exploita-

tion clandestine de l'or. En termes de cibles, les agressions des GEV se cristallisent autour d'un certain nombre d'acteurs comme les FDS, les riches commerçants/éleveurs locaux et des membres de la communauté soupçonnés de collaborer avec les FDS. Selon leurs cibles et les opportunités d'attaques, les GEV mobilisent des modes opératoires variés comme la pose d'Engins Explosifs Improvisés (EEI), la dissimulation, le déguisement ou la diversion.

Sur les changements perçus liés aux attaques des GEV et les stratégies de résilience des communautés :

Les attaques ou menaces des GEV ont provoqué d'importantes transformations socio-économiques au sein des communautés. Sur le plan social, la peur et la méfiance sont parfois la trame des interactions aussi bien entre des habitants d'un même village qu'entre les membres d'une même famille (Les dispositifs militaires et les différentes mesures prises par les autorités d'une part, et la réalité de la violence extrémiste vécue par la population elle-même d'autre part, ne peuvent que provoquer la transformation dans les habitudes des différentes communautés, sans exception).

En lien avec cette atmosphère de psychose et de peur de tous contre tous, s'est développée une sorte d'omerta au sein des populations. Par mesure de prudence, elles refusent d'aborder en public les sujets relatifs à l'EV. Sur le plan économique, agriculteurs, éleveurs et acteurs du commerce transfrontaliers subissent de plein fouet la déstructuration de leurs activités. Tout en les exposant à la dégradation de leurs conditions de vie, le tarissement de leurs sources de revenus induit par le ralentissement des activités économiques, menace la capacité des ménages à se prendre en charge et à faire face à des besoins primaires comme la santé et la scolarisation des enfants. Pour les jeunes déjà économiquement à risque et peu enclins à s'investir dans des activités traditionnelles comme l'agriculture, l'élevage et le commerce, la menace sécuritaire liée aux actions des EV apparaît comme un facteur d'accroissement de leur vulnérabilité. Face à tous ces chocs exogènes, les communautés déploient des réponses variées qui intègrent aussi bien l'adaptation économique que la veille sur les signes avant-coureurs de l'EV. En l'état, ces réponses communautaires restent plus ou moins fragiles. Leur accompagnement s'avère nécessaire pour renforcer les capacités de résilience des communautés face à une menace extrémiste encore perceptible.

B Recommandations

Sur la base des résultats de l'étude, l'équipe de recherche formule des recommandations à l'endroit du Programme R4P et de l'État de Côte d'Ivoire.

À l'endroit du Programme R4P et d'Equal Access International :

- Renforcer les initiatives locales de veille et d'alerte par des sessions de formation à l'endroit des jeunes, des femmes et des leaders communautaires/religieux sur les signes avant-coureurs de la présence ou des modes d'actions des GEV ;
- Encourager et accompagner les élus locaux, les sous-préfets et les préfets dans un travail de mémoire sur les attaques des GEV pour favoriser un enracinement sur le long terme de la culture de la vigilance et de la responsabilité collective face à la menace sécuritaire ;
- Accompagner les communes frontalières les plus exposées à la menace extrémiste à parfaire leurs réseaux d'informateurs communautaires existants et l'accompagner par un plan communal d'alerte et de sécurité et aider à son financement ;
- En plus des initiatives liées au développement des radios locales, former et accompagner les principaux utilisateurs locaux (jeunes, femmes, FDS, autorités administratives) des médias sociaux (WhatsApp, par exemple) sur l'usage citoyen de ces outils pour la veille en matière de sécurité et de paix ;
- En s'inspirant du modèle de veille communautaire de Môrô-Môrô, aider les communautés et les autorités locales à promouvoir le renseignement territorial par l'identification d'acteurs locaux socialement légitimes en vue de la collecte d'informations sécuritaires dans les localités ;
- Renforcer les capacités d'actions des comités civilo-militaires (CCM) locaux par des sessions de formation conjointe population-FDS sur les modalités d'une coproduction de la confiance et de la sécurité dans un contexte de menaces extrémistes ;
- Pour atténuer les soupçons envers la communauté peulhe faisant état de ce qu'elle collaborerait ou accueillerait des EV, s'appuyer sur les leaders peulhs vivant en ville pour sensibiliser les éleveurs peulhs vivant en campagne sur les mécanismes communautaires d'accueil des personnes inconnues ;
- Identifier avec l'appui des communautés, les modèles locaux de réussite et encourager le partage de leurs expériences avec des jeunes ou femmes à risque autour d'initiatives économiques localement porteuses et valorisantes ;
- Changer de paradigme ou être flexible dans le cadre des interventions au sein des communautés, en soutenant de façon concrète des initiatives locales portées par des jeunes et des femmes et en offrant, dans les limites des ressources disponibles, des réponses à certaines préoccupations des populations (réhabilitation d'écoles, de centres de santé, de points d'eau potable, appui en intrants agricoles, en barbelés pour la protection des potagers contre la divagation des animaux, etc.).

À l'endroit des pouvoirs publics et de l'État ivoirien :

- Maintenir et renforcer le dispositif de maillage militaire des zones sous menaces des GEV tout en dotant les unités déployées de moyens de communication adaptés à un environnement à faible couverture en réseaux de télécommunication mobile ;
- En tenant compte des acquis existants en termes de collaboration entre les communautés et les militaires, multiplier et accompagner les initiatives citoyennes (salut aux couleurs, activités de salubrité, etc.) impliquant toutes les composantes des FDS et les populations locales ;
- Renforcer davantage le dispositif de contrôle et de surveillance du Parc National de la Comoé (PNC), carrefour d'enjeux économiques et stratégiques, tout en veillant à impliquer les communautés riveraines dans la gouvernance et le développement des activités économiques périphériques ;
- Renforcer la sensibilisation des FDS sur les risques liés aux rackets dans un contexte de menaces extrémistes tout en mettant l'accent sur la culture de la sanction ;
- Renforcer la disponibilité en quantité et en qualité des services socio-économiques de base au profit des populations dans des localités particulièrement reculées et non-prises en compte par les programmes étatiques pour réduire leur vulnérabilité et leur niveau d'exposition aux offres de recrutement des entrepreneurs de violences extrémistes ;
- Accélérer le processus de construction/réhabilitation des infrastructures routières, de couverture des zones frontalières en électricité et en réseaux de télécommunication pour faciliter d'une part la mobilité humaine, et d'autre part la communication entre les populations et les acteurs impliqués dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent ;
- Accroître le développement du capital humain par la création de centres d'apprentissage aux métiers de l'élevage (surtout la volaille), de l'agriculture (un focus sur le vivrier et le maraîcher), des mines (orpaillage) et du commerce pour générer des compétences capables de porter des initiatives locales de développement ;
- Faciliter l'obtention des permis d'exploitation artisanale des mines d'or aux opérateurs économiques locaux et aux jeunes afin de leur permettre d'exercer dans la légalité et de réduire le risque de basculement des jeunes dans des activités criminelles ou des réseaux extrémistes.

C Présentation de l'équipe de consultants

L'équipe de consultants est un trio composé de chercheurs issus du Réseau des chercheurs sur l'extrémisme violent mis en place en février 2022 au Sommet d'apprentissage R4P de Korhogo. La variété de leurs profils et les problématiques auxquelles ils s'intéressent, sont en phase avec les critères définis par Equal Access International (EAI) pour mener la présente étude.



Dr. Parfait N'Goran

Le consultant principal, **Dr. Parfait N'Goran** totalise plus de quatorze (14) ans d'expérience dans l'expertise socio-anthropologique. Il a conduit ou participé à d'importantes études en lien avec les questions de (i) développement communautaire, (ii) gouvernance locale ou communautaire, (iii) violences politiques, (iv) violences criminelles en milieu urbain, (v) cohésion sociale, (vi) d'autonomisation de la femme, (vii) d'orpaillage illicite, etc., pour le compte d'institutions nationales et internationales. Il a coordonné l'étude et le processus de collecte des données.



Dr. Aziz Mossi

À lui est associé le **Dr. Aziz Mossi**, originaire du Bénin et **M. Bernard Bléou**. Aziz Mossi est anthropologue et a une expertise avérée sur les problématiques liées aux (i) conflits, à la (ii) radicalisation et à (iii) l'extrémisme violent. Chargé du projet « Société civile, participation communautaire et coproduction de la sécurité au Bénin et au Burkina Faso » pour le compte de la Fondation Hans Seidel et le Laboratoire Citoyennetés, il s'intéresse dans le cadre de ses recherches, à la gouvernance des biens et services publics, l'analyse des politiques publiques, la gouvernance sécuritaire et les rapports dynamiques autour des parcs nationaux et des réserves

naturelles. Il a apporté sa touche dans l'élaboration et l'affinement des outils de collecte des données et dans l'analyse des données en y introduisant une perspective comparative en lien avec les dynamiques observées dans le contexte béninois.

Spécialiste en gestion des conflits et du genre, Bernard Bléou a quant à lui réalisé plusieurs études sur les (i) facteurs de vulnérabilité et de résilience, la (ii) perception, les (iii) signaux de l'extrémisme violent, le (iv) dialogue sécuritaire, et le (v) genre. Dans le cadre de cette étude, il a servi de point focal entre l'équipe de consultants et le commanditaire. Il a aussi participé activement à l'enquête de terrain et à la rédaction du rapport.

Deux (2) enquêteurs de niveau doctorat outillés dans la conduite des enquêtes qualitatives et quantitatives ont assisté l'équipe de consultants. Ce sont Mlle Makoura Bamba et M. Sosthène Touré. Leur appartenance à l'aire ethnolinguistique du nord ivoirien et le bon maniement de la langue malinké (communément appelée « Dioula ») dont ils font preuve, ont permis de lever toute barrière de communication entre les communautés et les chercheurs.

1 Contexte et objectifs de l'étude

1.1 Contexte de l'étude

La présente étude s'inscrit dans le cadre du Programme Résilience pour la Paix (R4P). R4P est une initiative quinquennale financée par l'USAID et mise en œuvre par Equal Access International (EAI) pour renforcer la résilience des communautés et l'apprentissage afin de lutter contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. L'objectif principal du projet est de mener des actions qui réduisent les vulnérabilités socio-économiques des communautés dans cette zone.

Depuis le 10 juin 2020, plus de quatre ans après l'attaque meurtrière de Grand-Bassam, la zone frontalière nord de la Côte d'Ivoire connaît une série d'attaques de type extrémiste (voir Tableau 2, page 26). Ces événements montrent clairement que les GEV basés au Sahel ont confirmé leur emprise au Burkina Faso, Mali et au Niger et travaillent activement à déstabiliser les communautés frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, si pour l'heure ces incursions violentes sur le territoire ivoirien semblent être le fait d'acteurs extérieurs non nationaux, le défi se pose que graduellement les nationaux soient de plus en plus impliqués, et que certaines dynamiques locales servent de terreau à la sanctuarisation de la présence de ces organisations dans les terroirs frontaliers ivoiriens. Aussi, pour que l'action de veille sur ces risques soit efficace, une compréhension fine des signaux annonciateurs de la présence de ces groupes et de leurs actions dans les communautés est nécessaire. Cela aura pour effet de mieux orienter et contextualiser les actions de sensibilisation et de prévention, notamment dans les localités susceptibles d'être de nouvelles zones d'extension du phénomène.

Il s'agit *in fine*, de pouvoir identifier et analyser l'ensemble des signes précoces pouvant être considéré aujourd'hui (ex-post) comme annonciateurs ou indicateurs d'actes de violence extrémiste dans les localités de Téhini, Zèpou, Tougbo, Môrô-Môrô, Bolé et Kafolo qui ont connu ou sont exposées à des actes de ce genre (attaques contre les forces de défense et de sécurité, engins explosifs improvisés, menaces ouvertes). Une telle analyse permettra ainsi de guider stratégiquement les interventions de l'Etat et du projet R4P, notamment à travers la surveillance de la manifestation ou non desdits signes précoces dans les autres communautés ou localités et prendre à temps les mesures idoines. Cela conduit à la question de savoir : Com-

ment sont consignés les signes annonciateurs de l'action et de l'implantation des Organisation de Violence Extrémiste (OVE) dans la mémoire collective des communautés ayant subi des actes de violence extrémiste dans les localités frontalières du nord de la Côte d'Ivoire ?

Afin de répondre à cette question, le projet R4P dans son plan de travail annuel 2022-23 a prévu cette étude spécifique, qui se penche sur l'identification et l'analyse de ces signes avant-coureurs.

1.2 Objectif général

L'objectif de cette étude est d'identifier, principalement à l'aide de méthodes qualitatives faisant appel aux témoignages et/ou récits des communautés, les signes avant-coureurs d'attaques dans les localités ayant ou ayant eu en leur sein des GEV actifs.

1.2.1 Objectifs spécifiques

De manière spécifique l'étude répond aux questions sur les:

- Signaux annonciateurs perçus des actions des organisations de l'extrémisme violent;
- Causes perçues des actions des organisations de l'extrémisme violent;
- Acteurs impliqués dans les actes d'extrémisme violent

Carte 1: localités de recherche



Source: Résilience pour la Paix

2 Méthodologie de l'étude

La mission s'est intéressée à recueillir des récits, des discours, des témoignages, des expériences des acteurs interviewés en lien avec leurs vécus et leurs rapports avec le phénomène de l'extrémisme violent. Ces informations ont été collectées et analysées en tenant compte des contextes de leur production, des positions des acteurs qui les ont produites, de leur statut et rôles sociaux et de leur rapport avec le phénomène de l'extrémisme violent. Il s'agit donc de données essentiellement discursives, se rapportant aux comportements, aux attitudes et pratiques des acteurs identifiés comme faisant partie des GEV. Ce sont des informations globalement subjectives dont la manipulation requiert de la prudence et une distanciation tant elles peuvent varier d'un individu à l'autre. La collecte de telles informations a requis une approche qualitative recourant aux entretiens individuels, aux discussions de groupes (focus group discussion) avec les membres des communautés (chefs coutumiers, leaders religieux, leaders de communautés, des associations de jeunes et de femmes, des agriculteurs, des éleveurs, des commerçants, des transporteurs, des orpailleurs, des enseignants, etc.), les autorités politiques et administratives locales (élus locaux, préfet, sous-préfets, conseillers municipaux), les autorités militaires (FACI, Gendarmerie) officiant dans les localités retenues, des personnes ordinaires, etc.

La mission a été accomplie au moyen d'une démarche diachronique qui a permis d'identifier des moments, des faits, des événements ou des facteurs spécifiques de l'histoire récente des localités couvertes qui ont un rapport avec la présence avérée des OVE et/ou la survenance d'actes de violence extrémiste. Cela a conduit l'équipe de chercheurs à recourir à la mémoire des acteurs locaux, c'est-à-dire à leurs souvenirs pour construire empiriquement les signes annonciateurs d'actes de violence extrémiste.

2.1 Sites d'étude

La recherche s'est déroulée dans six (6) localités du nord de la Côte d'Ivoire. Il s'agit des localités de Téhini, Zèpou, Tougbo, Bolé et Môrô-Môrô dans le Bounkani et de Kafolo dans le Tchologo. Parmi ces six localités, Môrô-Môrô n'a pas directement été victime des actions des GEV. Mais son choix en tant que zone de contrôle a permis de documenter, en comparaison avec les localités touchées, le narratif local relatif aux signes avant-coureurs de l'EV et la façon dont les autres dynamiques concernées par l'étude s'y expriment.

2.2 Parties prenantes aux consultations

L'équipe s'est entretenue avec trois (3) grandes catégories d'acteurs : les acteurs institutionnels, les acteurs locaux et les « gens ordinaires ». La catégorie des acteurs institutionnels comprend les autorités sous-préfectorales, préfectorales, militaires, les maires et/ou leurs collaborateurs et autres acteurs pertinents. En ce qui concerne les acteurs locaux, la mission s'est intéressée aux leaders religieux, à la chefferie traditionnelle, aux leaders communautaires, aux responsables d'associations de femmes et de jeunes, aux acteurs des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, du transport et du commerce. La catégorie des « gens ordinaires » comprend les acteurs (enseignants, opérateurs économiques, citoyens lambda) qui ont une présence de longue date dans les localités visitées et qui, de

ce fait, ont une connaissance des dynamiques locales. Tous ces acteurs ont été choisis sur la base de leur statut, rôle social, mais aussi de leur rapport avec le phénomène étudié. Les entretiens réalisés avec eux, individuellement ou en groupe, ont consisté en des questions ouvertes semi-structurées dans une matrice de collecte des données ou dans un guide d'entretien.

« Nous avons nos représentants parmi vous. Partout où vous vous trouvez, nous sommes présents. Même à toutes vos réunions nous sommes là »



3 Histoire locale des agressions des groupes extrémistes violents (GEV)

Sur la base des témoignages/récits des communautés, des autorités locales, des FDS et des groupes informels d'auto-défense (« Dozos »), ce chapitre situe le contexte des attaques des GEV et documente l'histoire locale de ces agressions.

3.1 Contexte général et local des agressions des GEV

Longtemps considérée comme un pays calme épargné par la tempête de l'extrémisme violent qui secoue le monde et la sous-région ouest-africaine, la Côte d'Ivoire va connaître la réalité des attaques extrémistes avec l'attentat de Grand-Bassam (Sud de la Côte d'Ivoire) du 13 mars 2016 qui a occasionné 19 morts.

Après cette première attaque, les zones frontalières nord-ouest et nord-est du pays vont, elles aussi, être les nouvelles cibles des GEV. À partir de l'attentat de Grand-Bassam en 2016, les GEV passent de la logique de discours à un déploiement effectif de la violence et à un processus de sanctuarisation de la zone nord-est avec les différentes attaques perpétrées à partir de 2020 contre la position des FDS précisément dans le département de Téhini (Téhini, Gongombel, Zèpou, Togolokaye, Kolobougou, Govitan, Gôgô, Tougbo, Bolé) et dans le département de Kong (Kafolo).

Les agressions des GEV interviennent dans une zone confrontée à plusieurs défis notamment la gouvernance politique, l'expansion des GEV au Mali et surtout au Burkina-Faso, le changement de paradigme économique, les sempiternels conflits entre les agriculteurs et les éleveurs.

Le premier défi est lié à la gouvernance politique (développement) et à la perception de l'État dans cette zone frontalière avec le Burkina-Faso. En effet, la zone a été longtemps marquée par un déficit de services publics (écoles, centres de santé, eau, électricité, services de sécurité, etc.) et d'infrastructures routières. Cette situation a été aggravée par plus de 10 années de gouvernance rebelle qui a vu l'État s'éloigner de la population. Une telle situation engendrée par une décennie de rébellion, une faible présence de l'État et l'extrême pauvreté est perçue localement par les populations comme un abandon. Elle a fait germer une perte de confiance et une désaffection vis-à-vis de l'État et de ses représentants et un effritement progressif de la citoyenneté dans ces espaces abandonnés où les jeunes et les femmes ont développé une certaine culture de la débrouille. Celle-ci a favorisé le développement de la contrebande, des trafics illicites et des activités criminelles

transnationales organisées. En effet, malgré la situation sécuritaire liée à l'EV, des activités illicites sont toujours menées (même si leur intensité a diminué) par certaines populations (Môrô-Môrô, Kafolo) et à travers des réseaux communautaires établis de part et d'autre de la frontière avec le Burkina-Faso. Ces activités illicites sont sous le contrôle de gangs de coupeurs de route et de criminels professionnels organisés.

Certes, ces dernières années, l'État ivoirien a entrepris plusieurs projets de développement des infrastructures routières, hydrauliques, électriques, etc. Cependant, certaines localités ayant connu des attaques (surtout Zèpou) manquent toujours de services publics essentiels (eau, électricité, centres de santé, écoles, couverture réseau, etc.)

Le deuxième défi contextuel de cette zone, est sa proximité avec le Burkina-Faso (2 Km à partir de Môrô-Môrô et 5 Km à partir de Bolé et de Tougbo) où il y a une intense activité des GEV. Les attaques répétées dans cette zone relèveraient d'une volonté expansionniste et de sanctuarisation de la zone. De ce fait, la porosité des frontières entre cette zone et le Burkina Faso et la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) représentent un énorme défi sécuritaire pour l'État de Côte d'Ivoire.

En outre, les attaques interviennent dans un contexte où l'économie agricole connaît un déclin important en raison de l'émergence de nouvelles opportunités pour les jeunes. Il s'agit notamment des activités liées à l'orpaillage illicite. L'agriculture, de plus en plus menacée par les changements climatiques, la dégradation de la situation sécuritaire et les animaux (bœufs, singes, etc.) n'attire plus les jeunes qui semblent être orientés vers une perspective d'emploi générateur de « l'argent rapide ». En effet, malgré les potentialités économiques existantes, il y a un déficit de perspectives socioprofessionnelles chez les jeunes dont la majorité s'oriente vers l'orpaillage, une activité dont l'importance supposée des bénéfices structure les imaginaires et trajectoires juvéniles de réussite. La fermeture des sites d'orpaillage par l'État de Côte d'Ivoire a engendré le chômage chez plusieurs jeunes qui « ne veulent rien faire d'autre que cette activité » (Téhini). Malgré les initiatives du gouvernement à travers le Programme social du Gouvernement (PS. Gouv. 1 et 2) et l'Agence Emploi Jeunes, beaucoup de jeunes sont sans emploi et sans aptitude technique ou professionnelle. L'autre caractéristique de la zone demeure les sempiternels conflits entre les agriculteurs autochtones et les éleveurs peulhs qui a connu son point culminant en 2016.

Les différents échanges avec les communautés ont permis de constater que la cohabitation entre éleveurs et agriculteurs est très souvent problématique dans cette zone à vocation pastorale. L'absence de zones de transhumance ou le non-respect des pistes de transhumance, la recherche de points d'eau et de pâturages occasionnent des tensions entre ces deux groupes au regard des dégâts causés par le bétail sur les cultures. La lutte pour le contrôle des ressources naturelles est souvent violente.

En 2016 des affrontements sanglants et meurtriers issue d'une certaine division sociale du travail et de la production entre éleveurs peulhs et agriculteurs lobis a occasionné, à Bouna, trente-trois (33) morts, cinquante-deux (52) blessés, et deux mille six cent quarante (2.640) déplacés¹.

3.2 Archéologie des principaux signes avant-coureurs selon les localités

Deux éléments caractérisent les récits liés aux signes avant-coureurs des GEV tels que racontés par les interviewés : 1) la majorité des interviewés se rappellent la nature des faits et du lieu ; 2) En revanche, il y a des imprécisions au sujet des dates exactes et du nombre de victimes. L'étude a pu répertorier une trentaine de signes avant-coureurs dont certains reviennent dans les récits de reconstitution des faits des différents acteurs rencontrés dans toutes les localités. Il s'agit, essentiellement, des faits de braquage opérés par des

coupeurs de routes sur différents axes : (Téhini-Bavé-Kafolo, Téhini-Doropo, Téhini-Kointa, Téhini-Varalé-Bouna, Tougbo-Bolé-Kafolo-Mapinan-Ferké, Tougbo-Téhini, Môrô-Môrô-Gbon-tchêso (Burkina-Faso) ; Môrô-Môrô-Bati, Kouloumitan-Bavé, Bolé-Bouaké, Bolé-Kafolo, Bolé-Mapinan, Kafolo-Kong et Kafolo-Téhini-Bouna), des braquages de commerces et établissements financiers, des enlèvements, des vols de bétails et des rumeurs de présence de GEV dans les localités.

Si les enlèvements de personnes avec demandes de rançons (qui sont considérés comme un phénomène nouveau dans la zone) ont attiré l'attention des populations qui les lient directement aux actions des EV, tel n'est pas le cas des braquages et de vols de bétails. Au départ, ces pratiques n'ont pas interpellé la plupart des interviewés sur un lien supposé avec les GEV puisqu'elles ont toujours existé dans la zone, surtout en période de traite des produits d'exportation (anacarde, coton, etc.). Néanmoins, la quantité de bétails volés (souvent des parcs entiers) a attiré l'attention des populations sur un phénomène étrange qui a fini par être associé aux actions des extrémistes violents.

Par ailleurs, l'on peut constater une variation de signaux d'alerte précoce selon que les localités sont proches ou éloignées de la frontière avec le Burkina Faso. À partir de Tougbo on rentre dans une autre dynamique de récits de signaux un peu plus précis sur des traits caractéristiques des EV. Ici les récits sur les signaux sont orientés vers les styles vestimentaires des supposés membres des GEV (« Apparition et disparition de personnes portant le voile intégral (hommes comme femmes). » (Tougbo), « Découverte à deux reprises de personnes vêtues de boubous noirs, visages et têtes couverts avec voiles », (Kafolo), etc.), les traits physiologiques (« Découverte à deux reprises de personnes (...), à l'apparence de bergers, dans les champs » (Kafolo), (« Découverte (...) de personnes de teints clairs d'apparence peulhs se baignant dans le fleuve Comoé », (Kafolo), les langues de communication (« Ils s'exprimaient en langue peulhe et en malinké », (Bolé), leurs origines (« Nous sommes venus du Tchad, de la Libye, du Mali et du Burkina Faso » (Bolé), leur identité (« c'est nous qu'on appelle djihadistes » (Bolé), leur motivation (« Nous sommes là pour un conflit islamique, si vous ne pouvez pas nous aider, ne nous dénoncez pas (...) Occupez-vous de ce qui vous regarde, sinon prochainement quand nous allons revenir ici il n'y aura plus personne » (Bolé), etc., les acteurs impliqués et leur mode opératoire. Cela pourrait s'expliquer, non seulement, par le fait que ces localités sont très proches du Burkina Faso et où il y a beaucoup d'échanges commerciaux et famili-

Carte 2: Axe routier avec "coupeurs de route"



Source: Résilience pour la Paix













¹ <https://www.jeuneafrique.com/320158/societe/cote-divoire-se-penche-lepeux-probleme-conflits-intercommunautaires/>



















aux, mais, bien plus encore, par la prise d'otage de Bolé où la population a eu un contact direct et des échanges directs avec des GEV qui ont décliné leur identité, leur origine, leur arsenal, leur soutien, les mobiles de leurs actions et leurs cibles potentielles.

Un autre élément qu'il convient de souligner, c'est le récit des signes avant-coureurs perçus comme déclencheurs

d'attaques des GEV relevés à Tougbo et à Kafolo. Il s'agit des opérations conjointes (opération Comoé et opération frontières étanches) entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso dans le cadre de l'initiative d'Accra et des arrestations d'EV ou de peulhs. En effet, pour une autorité militaire à Tougbo, des opérations militaires conjointes entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire et des arrestations des EV ont déclenché des attaques des GEV comme une riposte à leurs

Tableau 1 : Répertoire des signes avant-coureurs selon le récit des interviewés. Source : L'équipe de recherche, octobre 2022

	Principaux signes avant-coureurs évoqués	Ressemblances entre localités	Dissemblances entre localités
	Braquages (coupeurs de route) répétés sur l'axe: - Bavé-Kafolo et Téhini-Doropo, Téhini-Kointa, (de 2019 à 2020); - l'axe Tougbo-Kafolo-Petit Nassian-Ferké, Tougbo-Téhini; - l'axe Môrô-Môrô-Gbontchêso (Burkina-Faso) ; Môrô-Môrô-Bati (2015); - l'axe Kouloumitan-Bavé (2017-2019); - l'axe Bolé-Petit Nassian (2015) et Bolé-Kafolo; - l'axe Bolé-Kafolo-Mapinan (2019-2020); - Kafolo-Kong et Kafolo-Téhini-Varalé-Bouna (2018-2019).	1 Kafolo 2 Bolé 3 Môrô-Môrô 4 Tougbo 5 Téhini	
	Braquages d'établissements financiers à Doropo (2019-2020) et des boutiques à Bolé (2015).	4 Tougbo 5 Téhini	
	Enlèvements contre rançons intensifiés, ciblant spécialement de riches commerçants et peulhs ou leurs proches.	2 Bolé 4 Tougbo 5 Téhini	
	Rumeurs de présence de GEV dans la zone ou rumeurs persistantes sur la progression supposée des GEV du Mali et Burkina Faso en direction des localités situées dans la zone frontalière nord de la Côte d'Ivoire.	1 Kafolo 2 Bolé 4 Tougbo 6 Zépou	
	Vols de bétail à partir de 2015 et intensifiés en 2021 (entre 2015-2021).	1 Kafolo 2 Bolé 4 Tougbo 6 Zépou	
	Découverte d'une maison de détention d'otages dans le Parc National de la Comoé (PNC).		5 Téhini
	Présence de personnes inconnues proposant de construire une mosquée de mille (1000) places et des écoles coraniques financées par l'Arabie Saoudite à Kolobougou en 2017.		5 Téhini
	Achat massif de vivres (sacs de riz) et de carburant transporté à bord de tricycles prenant la direction du PNC par certaines populations peulhs.		5 Téhini
	Déplacements massifs des populations burkinabés fuyant les attaques des GEV vers les localités situées dans la zone frontalière nord de la Côte d'Ivoire.	4 Tougbo 6 Zépou	
	Approvisionnement, par naïveté, en sacs de riz et en carburant des inconnus réfugiés dans le PNC et en baguettes de pain (entre 50 et 120) à Bana-Yalfou (campement peulh situé à quelques encablures de Téhini) en 2021.		5 Téhini
	Appels anonymes pour attirer les FDS dans une embuscade.		6 Zépou
	Affiche supposée écrite en arabe et apposée sur un bâtiment dans le marché annonçant la prochaine attaque des GEV à Tougbo après celle de Kafolo en 2021		4 Tougbo

	Principaux signes avant-coureurs évoqués	Ressemblances entre localités	Dissemblances entre localités
	Apparition et disparition de personnes portant le voile intégral (hommes comme femmes) sur une durée moyenne de 40 jours.		4 Tougbo
	Apparition inhabituelle de fous (après des fouilles sur l'un des prétendus fous qui a été interpellé, les FACI ont retrouvé de la drogue en sa possession. Après plusieurs interrogatoires, ce prétendu fou aurait avoué être le livreur en stupéfiants des EV).		4 Tougbo
	Achat du carburant avec des revendeurs au double ou au triple du prix habituel.		4 Tougbo
	Rencontre de personnes à l'apparence étrange sur l'axe Tougbo-Burkina-Faso (Sirakôrôso, Noumouchêdougou, Djébata, Toupi, Goti).		4 Tougbo
	Présence de « Barbus » à Goti (Burkina-Faso) (Tougbo).		4 Tougbo
	Présence de drones et d'hélicoptères des FDS survolant les localités autour du PNC entre 2020-2021.		3 Môrô-Môrô
	Disparition d'un éleveur Lobi de Bolé dans le parc national de la Comoé (PNC) en 2020.		3 Môrô-Môrô
	Des coups de feu souvent entendus du côté de Bavé (situé à 19 Km de Bolé) en 2019.		2 Bolé
	Prises d'otage des fidèles musulmans de la mosquée de Bolé entre 18h30 et 19h30 pour passer des messages de ralliement et de menaces de la population pour sa supposée collaboration avec les FDS et les autorités administratives, 2021.		2 Bolé
	Découverte de troupeaux de bœufs sans bouviers dans la brousse à la frontière du Burkina Faso en 2018.		1 Kafolo
	Apparition de nouveaux visages dans la communauté peulhe à partir de 2020.		1 Kafolo
	Interpellation de 15 peulhs et d'un mauritanien le 13 mai 2020 dans le cadre de l'opération militaire conjointe Côte d'Ivoire-Burkina Faso (Opération Comoé).		1 Kafolo
	Découverte par les pêcheurs de personnes de teints clairs d'apparence peulhe se baignant dans le fleuve Comoé du côté du Burkina-Faso (Kafolo) en 2019.		1 Kafolo
	Découverte à deux reprises de personnes vêtues de boubous noirs, visages et têtes couverts avec voiles, à l'apparence de bergers, dans les champs et sur la route de Mapinan en 2021 (Kafolo).		1 Kafolo
	Découverte par les pêcheurs d'un cortège de motos sur la rive du fleuve Comoé (côté Burkina-Faso) en 2018.		1 Kafolo
	Fusillade du fils du chef Dozos (guide des agents de l'OIPR) par des personnes armées non identifiées dans le PNC en 2019.		1 Kafolo
	Coupure d'électricité pendant les deux attaques survenues à Téhini (Gongombel ; Camp militaire 2021) ; aussi coupure d'électricité et du réseau de communication pendant 3 (trois) jours à Bolé (à la veille de la prise en otage du village et de la mosquée principale au mois de Ramadan 2021).	2 Bolé 5 Téhini	
	Apparition d'inconnus à l'apparence de touaregs à Kolobougou, Togolokaye, Zépou, Kafolo pendant les jours de marché et les vendredis à la mosquée.		1 Kafolo 6 Zépou
	Opérations militaires conjointe Côte d'Ivoire-Burkina dans le cadre de l'initiative d'Accra (opération Comoé, Opération frontières étanches, etc.) ;		1 Kafolo 4 Tougbo

actions : « Chaque fois que nous faisons des exercices militaires avec le Burkina Faso au cours desquels nous procédons à l'arrestation des EV et leurs supposés complices, nous devons nous attendre automatiquement à des représailles de leur part. Et c'est quelque chose que nous percevons comme un signe précurseur ».

Cette perception des opérations conjointes et des arrestations des EV et de peulhs comme signe précurseur d'attaques au niveau de Tougbo est revenue sous la même forme dans les récits à Kafolo. De fait, pour nombres d'enquêtés, la première attaque du cantonnement des militaires a été précédée d'interpellation d'une quinzaine de peulhs par les FDS et la deuxième est survenue après l'opération conjointe entre les forces armées ivoiriennes et burkinabès dénommée « opération Comoé ». Pour eux il n'y a aucun doute que les deux attaques ont été provoquées par les interpellations des peulhs et l'opération Comoé au cours de laquelle des EV ont été tués et d'autres arrêtés. Pour ces enquêtés, cela fait partie, désormais, des signes annonciateurs d'attaques des GEV pour lesquels il faut prendre ses précautions.

Le tableau 1 ci-dessus répertorie en détail les signes précurseurs aux attaques des GEV tels que rapportés par les enquêtés dans les 6 localités visitées.

Les différents signes répertoriés dans le tableau 1 auraient précédés 7 attaques, 5 explosions d'EEI et une prise d'otage de la population dans la zone de l'étude dont le diagramme ci-dessous fournit les détails.

L'une des questions que soulèvent ces observations est également la suivante : Selon qu'on soit autorité administrative, membre des FDS, membres de communautés, réfugiés, est-ce que les récits en lien avec les actions des GEV se rapportent de la même façon ?

3.3 Récits locaux liés aux agressions des GEV : similitudes et dissemblances selon les catégories d'acteurs

Selon qu'on soit autorités administratives, FDS, membres de communautés, réfugiés, les récits des GEV se rapportent de la même façon. On constate, en général, des similitudes au niveau des faits racontés et des localités où il y a eu des incidents majeurs. La majorité des personnes interviewées se souviennent des attaques qui ont eu lieu dans la zone.

Les dissemblances se situent pour la plupart au niveau de la date des attaques, le nombre de victimes (les victimes sont, pour la plupart, les FDS et les EV et l'Armée, en général, ne donne pas de chiffre sur les victimes.), des détails sur les attaques (en général, ceux qui ont vécu directement les faits donnent plus de détails que ceux qui les ont vécus de loin.), le mode opératoire et les stratégies mises en place pour faire face aux attaques.

Au niveau du mode opératoire, les entretiens avec les membres des FACI donnent des récits bien élaborés sur les tactiques d'attaques adoptées par les GEV lors de leurs différentes opérations. Ces récits font état de :

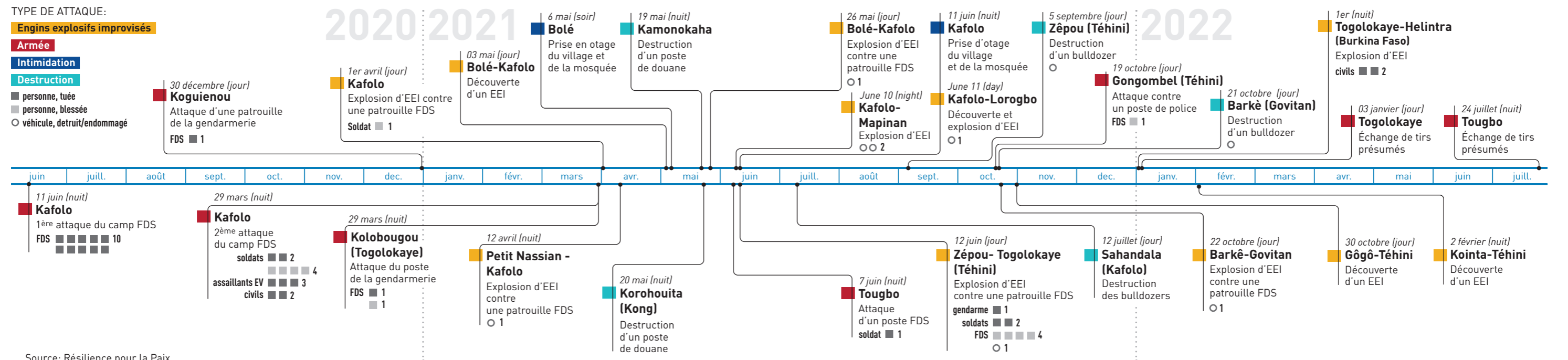
Tableau 2 : Principaux signes avant-coureurs évoqués

		LOCALITÉS:					
		1 Kafolo	2 Bolé	3 Morô-Morô	4 Tougbo	5 Téhini	6 Zépou
SIGNAUX DE MOBILISATION DES RESSOURCES PAR LES GEV (Groupes d'extrémisme violent)	Braquage	●	●	●	●	●	
	Vol de bétail	●	●		●		●
	Enlèvements contre rançons		●		●	●	
	Approvisionnement en grande quantité				●	●	
SIGNAUX DE PRÉSENCE SUPPOSÉE DES GEV	Rumeurs de présence GEV	●	●		●		●
	Apparition de personnes d'apparence inhabituelle	●			●		●
SIGNAUX D'INTIMIDATION DES POPULATIONS PAR LES GEV	Présence assumée		●				
	Utilisation armes à feu	●	●				
	Déplacements massifs des populations burkinabés		●		●		●
	Enlèvements pour intimidation					●	
SIGNAUX DÉCLENCHEURS DES ATTAQUES PAR LES GEV	Opérations des FDS	●		●	●		
	Coupure d'électricité		●			●	
	Embuscade						●

- « La non-revendication des attaques (...), utilisation des engins à deux roues pour le déplacement (colonnes de motos avec 2 personnes par moto (...), une fois proche de la cible ils se dispersent, tirent dans des directions opposées pour créer la diversion » (FACI) ;
- Le recours à la tactique de la dissimulation (à travers

l'usage de langages codés avec leurs services de renseignement dissimulés au sein des communautés) « les poulets sont passés par ici » (FACI) ; ou bien d'autres « Se font passer pour des bouviers, des boutiquiers, et des clients ordinaires les jours de marché. Cette tactique leur permet d'obtenir des informations sur les mouvements des FDS au sein des communautés » (FACI).

Diagramme 1: récapitulatif des attaques en lien avec l'extrémisme violent



Source: Résilience pour la Paix

Le récit des FACI est, en général, focalisé sur l'opérationnalisation tandis que les autorités administratives mettent plus l'accent sur les stratégies mises en place pour faire face aux attaques. Il s'agit entre autres de mesures réglementaires tendant à restreindre les libertés de mouvement ou de rassemblement à l'instar des couvre-feux, des arrêtés interdisant l'achat du carburant dans des récipients, l'interdiction de l'orpaillage clandestin, le contrôle et la mise en œuvre des actions promues par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme violent. Parfois aussi, il y a des mesures de facilitation ou d'intermédiation dans les dynamiques de résolution des conflits communautaires, etc. Au total, les autorités administratives et militaires ont une bonne connaissance du contexte et de la situation qui caractérisent les zones de l'étude. Elles semblent prendre la mesure du danger et mettent un point d'orgue sur le rôle

éminemment important ainsi que sur la place des communautés dans la lutte contre l'EV.

Les populations interviewées dans ces localités ont attribué plusieurs raisons aux agressions des GEV. Celles-ci se dissimulent non seulement dans les idéologies du territoire (conquête du parc national de la Comoé (PNC) pour une sanctuarisation du djihadisme, l'orpaillage et les éleveurs peulhs) mais encore dans celles relatives aux populations elles-mêmes (se venger des dénonciateurs des GEV, des pratiquants de l'islam local et des injustices dont les peulhs auraient été victimes dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs) et bien sûr, dans celles relatives aux forces de défense et de sécurité (promesse de supprimer la présence militaire et les rackets dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire).

Conclusion partielle

Toutes les personnes interviewées ont une bonne mémoire des attaques des extrémistes violents (EV) et les localités dans lesquelles elles se sont déroulées même si beaucoup ont des difficultés à situer les périodes exactes où elles ont eu lieu. Au niveau des signes annonciateurs nous avons constaté une constance des signaux tels que braquages, vols de bétails, des enlèvements de riches commerçants et de peulhs, des rumeurs de présence des groupes extrémistes violents (GEV) dans les six localités. Cependant, les localités proches de la frontière avec le Burkina-Faso se distinguent dans les récits des faits par l'évocation des signes particuliers en lien avec le style vestimentaire, les traits physiologiques et les origines des membres supposés des GEV.

Du rôle des femmes dans la reconstitution de la mémoire locale des signes avant-coureurs de l'extrémisme violent

Les femmes jouent un rôle important dans le travail de mémoire sur les signaux de l'extrémisme violent dans les différentes localités visitées. De par leurs activités (commerce et agriculture) elles se déplacent régulièrement d'une localité à une autre. Cela leur a permis de rencontrer des personnes suspectes à l'apparence de touregs, des barbus sur les marchés, dans les champs, dans les villages burkinabés frontaliers à la Côte d'Ivoire. Dans les entretiens avec les hommes, il est ressorti à plusieurs reprises que certains signes avant-coureurs de l'EV ont été rapportés par des femmes : « *des femmes nous ont raconté qu'elles ont rencontré des personnes d'apparence touareg et qui ne répondaient pas à leur salutation en brousse* (Bolé,

Môrô-Môrô) ». « *Des femmes nous ont dit qu'elles ont vu des hommes se faisant passer pour des femmes en portant le voile intégral, avec, des fois, un bébé au dos au marché* (Tougbo) ». « *Des femmes ont dit qu'elles ont vu un tricycle chargé de sacs de riz et stationné à côté du PNC* (Téhini) », etc.

Quoiqu'à la base de plusieurs cas d'alerte sur les signaux de l'EV, les femmes ont tendance à ne pas assumer explicitement ce rôle du fait du poids des traditions locales qui mettent la femme au second plan. Elles préfèrent porter l'information à leurs époux ou à leurs enfants (de sexe masculin) qui sont habilités à en parler publiquement.

À Bolé, c'est à travers les focus group organisés avec les associations de jeunes filles et de femmes que l'équipe a obtenu plus de détails sur des signaux que les hommes avaient déjà évoqués. Par exemple, sur le braquage de plusieurs boutiques dans cette localité, le récit de femmes a permis de savoir qu'il a été perpétré par deux hommes encagoulés en plein midi, qu'il y a eu un homme tué (un lobi) et que les braqueurs auraient pris la direction du Burkina Faso après leur forfait.

Cette ingénierie féminine implique l'inclusion des acteurs féminins dans toute initiative locale de veille et de résilience à l'extrémisme violent.

4 Causes perçues, mobiles et cibles des agressions des GEV

4.1 Conquérir le PNC pour la sanctuarisation des GEV, l'orpaillage et les éleveurs peulhs

Les premières causes rapportées sur les actions des GEV dans la zone sont en relation directe avec la conquête supposée du parc national de la Comoé qui semble être au confluent d'une trilogie d'intérêts pour eux.

4.1.1 Conquérir le PNC pour installer un sanctuaire des GEV
En termes d'espace pouvant constituer un « sanctuaire pour l'extrémisme violent, le Parc National de la Comoé, en tant que plus vaste parc de Côte d'Ivoire et l'un des plus grands d'Afrique de l'Ouest, semble être privilégié. Selon les enquêtes à Téhini, Bolé et Kafolo, l'emplacement du PNC justifie la présence des EV dans ces localités considérées comme « zones rouges ». L'étendue de ce parc (estimé à 1.148.756 hectares) et son large réseau de pistes offrent des potentialités indéniables à l'existence/organisation secrète et aux randonnées des GEV. À ce propos, les quelques personnes ayant été victimes des enlèvements dans les départements de Doropo, Bouna et Téhini, entre 2020 et 2022 attestent de la présence d'une maison de détention d'otages dans le PNC. Mais, si le PNC permet aux GEV d'organiser leurs opérations, sa conquête vise également l'activité d'extraction artisanale de l'or dont il serait riche.

4.1.2 Conquérir le PNC pour le contrôle des ressources et des minerais

Au cours de la décennie 2010-2020, l'orpaillage a connu un regain d'intensité dans la région du Bounkani. Des allogènes burkinabés et guinéens venus prospecter dans le PNC finiront par y découvrir des sites aurifères bien plus fournis en minerai. La diffusion de la nouvelle de cette découverte auprès des communautés riveraines (Téhini, Tougbo, Môrô-Môrô, Bolé, Kafolo) et au-delà des limites du Bounkani va donner lieu à un important mouvement de populations vers la région. Il en naîtra alors une impressionnante diversité sociale ainsi que de récurrentes mobilités des acteurs entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Cette « fièvre » de l'or va connaître une baisse d'intensité entre les années 2019 et 2020 suite à l'interdiction de l'orpaillage par l'État de Côte d'Ivoire sur l'ensemble du territoire.

Cette même période marque le début d'une vague d'attaques organisées par des GEV dans la région du Bounkani, si bien que d'aucuns y voient des relations de corrélation :

« *Téhini est une zone aurifère... les EV sèment le trouble dans cette zone pour pouvoir exploiter clandestinement l'or sans se faire prendre (...)* L'orpaillage est une activité qui sert de couverture pour les EV. Plusieurs expéditions militaires dans le PNC ont débusqué des armes (Kalachnikov) dans les sites d'orpaillage. Voilà pourquoi les autorités combattent sans relâche l'orpaillage dans toute cette zone ».


En outre, selon certaines autorités traditionnelles, plusieurs suspects et complices des GEV arrêtés étaient en possession de matériel de détection et d'extraction artisanale de l'or. Ces révélations alimentent la suspicion que les GEV cherchent à faire mainmise sur le PNC pour deux raisons fondamentales. D'abord pour y constituer leur sanctuaire et ensuite exploiter l'or en vue de financer leurs activités. Cela dit, une troisième raison ressort en toile de fond des avis recueillis auprès des interviewés. Il s'agit de conquérir le PNC pour le compte des éleveurs peulhs.

4.1.3 Conquérir le PNC pour le compte des éleveurs peulhs
L'implication supposée des peulhs dans les actes d'extrémisme violent alimente la suspicion que la présence des GEV dans le PNC est une stratégie de conquête de l'espace pour permettre aux éleveurs peulhs de faire paître leurs troupeaux, notamment pendant la saison sèche. En fait, les éleveurs peulhs sont connus pour leur présence à certaines occasions dans le parc notamment en saison sèche : « *Pendant la saison sèche, il n'y a pas de réserve d'eau pour abreuver le troupeau. Les seules réserves d'eau disponibles sont dans le parc national de la Comoé, or l'accès est interdit* » (Téhini). Il est bien de rappeler que cette lecture des causes perçues des agressions des GEV est propre aux localités de Téhini et Môrô-Môrô, mais elle semble être aussi valable dans

d'autres contextes de l'Afrique de l'Ouest notamment au Bénin et au Niger où des dynamiques similaires sont relevées. En effet, le parc W qui s'étend sur les frontières du Bénin, du Burkina-Faso et du Niger semble être, en partie sous le contrôle des groupes extrémistes violents qui en régulent l'accès par les éleveurs aux moyens d'alliance et d'accords conclus entre eux. Ainsi, ils autorisent l'entrée des bétails dans le parc pour le pâturage et en profitent pour prélever des têtes de

bœufs sous le prétexte de la Zakât recommandée par l'islam pour tout musulman ayant une capacité financière et matérielle reconnue².

« Occupez-vous de ce qui vous regarde, sinon prochainement quand nous allons revenir ici il n'y aura plus personne... (...) »



4.2 Se venger des dénonciateurs des GEV, des pratiquants de l'islam local et des injustices dont les peulhs auraient été victimes dans les conflits agriculteurs/ éleveurs

En plus de l'intérêt supposé pour le PNC, de nombreuses causes des agressions des GEV dans la région du Bounkani (suivant leurs rapports aux populations investiguées) se rapportent aux mises en garde contre les dénonciations communautaires des EV, les pratiques de l'islam local et les conflits non résolus entre agriculteurs et éleveurs peulhs.

4.2.1 Se venger des dénonciateurs des GEV et des pratiquants de l'islam local

Les différentes agressions des GEV dans la région du Bounkani entre 2020 et 2022 ont visé principalement deux cibles. La première a concerné des attaques perpétrées contre les FDS (fusillades, embuscades, engins explosifs improvisés). La seconde cible, et sur laquelle nous nous attarderons, a concerné directement les populations (enlèvements, menaces ouvertes, irruptions dans les villages et mosquées) avec un discours constant de mise en garde contre les dénonciateurs communautaires des GEV et les pratiques de l'islam local. Il a fallu l'irruption d'un groupe d'extrémistes violents au village de Bolé pour en révéler le contenu.

En effet, un jeudi du mois de Ramadan en 2021, profitant de la prière du crépuscule (Maghreb), un groupe d'EV venu de la brousse (coté frontalier avec le Burkina Faso) fait irruption dans le village de Bolé et contraint les fidèles musulmans rassemblés pour la prière de la coupure du jeûne et tous les passants (musulmans et non musulmans) à l'intérieur de la mosquée, en vue de leur livrer une panoplie de messages :

« *Nous sommes là pour un conflit islamique, si vous ne pouvez pas nous aider, ne nous dénoncez pas (...)* Les jeunes filles qui sont en âge de se marier, donnez-leur des maris (...) Chassez les instituteurs (...) Nous devons seulement parler l'arabe (...) Les femmes doivent bien se vêtir (...) Les garçons doivent garder la barbe (...) » (Bolé).

Ces messages se font sur fond de menaces. Le point d'orgue de cette prise d'otage à Bolé a été atteint lorsque ces habitants ont été suspectés de dénoncer les GEV aux FDS :

« *Notre nourriture quitte à Bolé, nous réparons nos motos à Bolé... (...) On nous a dit que c'est la population de Bolé qui nous dénonce auprès des forces de défense et de sécurité (FDS). Occupez-vous de ce qui vous regarde, sinon prochainement quand*

nous allons revenir ici il n'y aura plus personne... (...) C'est nous qu'on appelle djihadistes » (Bolé).

Ce qui revient à dire de façon simpliste que, « *tous les villages qui subissent les attaques et les exactions des GEV sont des villages qui ont mis leur bouche dans affaire des djihadistes. Comme Môrô-Môrô n'a pas encore mis sa bouche dans affaire des djihadistes c'est pourquoi jusque-là on n'a pas encore été touché »* (Môrô-Môrô). Ainsi explique-t-on la particularité de Môrô-Môrô comme localité n'ayant pas encore été touchée par des attaques des GEV.

Une chose qu'il convient également de souligner c'est la mobilisation des questions de genre par les GEV qui ont pris en otage le village de Bolé. Ils savent que l'égalité des sexes rencontre une inflexibilité et une intransigeance des us et coutumes des communautés traditionnelles du nord³. Ainsi, pour rallier les femmes à leur cause, leur promettent-ils une vie de rêve, à l'abri des tâches ménagères quotidiennes : « *Désormais les hommes s'occuperont des femmes. Ils feront le ménage à leur place. Les femmes ne s'occuperont que des enfants »*. Si pour les femmes de Bolé, cette proposition des GEV relève plus de l'utopie que de la réalité, à tel point qu'elles en parlent en ironisant, le récit des femmes de Môrô-Môrô vient montrer qu'il faut lui accorder du crédit. En effet, selon les récits des proches parents vivant dans les localités du Burkina (à 2 Km de Môrô-Môrô) sous la domination des GEV, les femmes mariées de force par les extrémistes violents sont aux petits soins de leurs maris qui s'occupent de tout.

4.2.2 Se venger des injustices dont les Peulhs auraient été victimes dans les conflits agriculteurs/ éleveurs

Depuis le début des attaques des GEV dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire, à tort ou à raison, les peulhs sont considérés comme ceux qui collaborent avec les extrémistes violents, notamment pour les traits communs en matière d'accoutrement, la couleur de peau et la langue vernaculaire de ces groupes. Mais, la méfiance vis-à-vis des peulhs tient aussi et surtout à l'identité peulhe des supposés EV capturés ou tués par les FDS. Ce qui amplifie le fait qu'ils sont les premiers suspects de l'EV. Les populations autochtones (lobi, lorhon et komonon) sont parfois persuadées que les peulhs seraient objectivement avantagés et favorisés par les groupes extrémistes violents : « *On ne vole jamais de troupeaux peulhs (...) On n'enlève jamais de peulhs contre rançons »* (Téhini). En le disant, ils se réfèrent d'abord à des situations de dénouement entre peulhs et GEV. Par exemple, le chef de la communauté peulhe à Téhini aurait été enlevé et relâché sans

que cela ne nécessite une quelconque rançon. D'après ses propres propos « *Certaines personnes doutent de ma crédibilité depuis que j'ai été arrêté et relâché par les EV »* (Téhini). À un autre niveau, les populations autochtones se réfèrent à des situations conflictuelles non résolues pour justifier l'implication des peulhs dans les groupes extrémistes violents. D'aucuns parlent d'une revanche qui vise à réparer les injustices dont les peulhs auraient été victimes dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs peulhs – surtout en 2016 pour le cas récent de conflit communautaire survenu à Bouna. Sur la base des témoignages des réfugiés komonon vivant à Tougbo, Môrô-Môrô et Bolé, cette manière de lire la situation des peulhs au regard de ce qui est fait, ou de ce qui est supposé fait, envers les populations autochtones (lobi, lorhon et komonon), a une variance dans les localités frontalières du Burkina Faso sous contrôle des GEV. En effet, le chef (un lobi) du village d'Alidou-gou (village du Burkina frontalier à la Côte d'Ivoire) aurait été enlevé par des GEV en lui rappelant ceci : « *on n'a pas oublié tout ce que vous avez fait aux peulhs en 2016 à Bouna »*.

4.3 Promesse de suppression de la présence militaire et de certaines injustices perçues

Le renforcement de la présence militaire dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire, notamment en matière de lutte contre les EV, s'accompagne souvent d'un sentiment d'abus et de rackets chez les usagers des engins motorisés à deux roues sur lesquels les GEV s'appuieraient, dans leurs discours, pour avoir les populations locales dans leur camp.

4.3.1 Promesse de supprimer la présence militaire

Globalement, les populations sont unanimes sur le fait que la première cible des GEV demeure les FDS (militaires et gendarmes). À Téhini, pour parler des GEV, on dit souvent « *Les amis des militaires parce qu'ils ne s'en prennent à personne d'autre qu'aux militaires et gendarmes »*.

D'ailleurs, les propos des GEV qui ont fait irruption dans le village de Bolé confirment cette thèse : « *Nous sommes là pour*

les militaires et rien d'autre. (...) On n'a pas peur de les affronter. Nos armes sont très puissantes et on a le soutien des pays puissants. C'est nous qui allons finir par gouverner ici et personne d'autre ». Le disant, les GEV font ainsi la promesse de supprimer la présence militaire dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire, en particulier dans le Bounkani. Une promesse qui cacherait le vrai objectif visé qui, selon les propos d'un officier des FACI, n'est rien d'autre que : « *la création d'un couloir (No man's land) passant par les frontières du Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo et Bénin pour faire de la contrebande »*.

4.3.2 Promesse de supprimer les rackets dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire

Dans la région du Bounkani, les propriétaires et usagers des engins motorisés à deux roues sont constamment aux prises avec les FDS. Il est revenu, très souvent, dans les échanges avec les enquêtés, que les FDS exigeraient, aux postes de contrôle, des sommes allant de 1000 FCFA à 5000 FCFA aux usagers des engins motorisés à deux roues à défaut de documents administratifs valides. Les usagers se sentent abusés et beaucoup dénoncent ces actes, qui pour eux, contribuent à les appauvrir davantage et surtout ne les encouragent pas à collaborer de façon franche avec les FDS dans la lutte contre l'extrémisme violent.

C'est, sans doute, cette situation que les GEV tentent de tourner à leur avantage en proposant cette alternative : « *Si vous nous aidez à gouverner ici, vous n'allez plus payer d'impôts, ni les 1000 et 2000 Francs CFA pour passer les corridors. Vous allez circuler librement sans pièces »*.

Pour donner sens à leurs propos, les GEV font la propagande que les rackets et les impôts « *ne sont pas la voie de Dieu »*. Par conséquent, elles doivent être supprimées. Cette alternative est proposée dans le but d'inciter la population à la défiance et à la haine à l'égard des FDS. Et cela semble bien fonctionner car de nombreuses personnes ayant été victimes des rackets affirment ne pas être disposés à livrer des informations sur des suspects ou d'éventuelles opérations des GEV.

Conclusion partielle

En définitive, les registres de justification des actions des GEV sont de plusieurs ordres. D'abord, conquérir le Parc National de la Comoé pour y établir un sanctuaire djihadiste, pratiquer l'économie de l'orpaillage ou alors pour le compte des éleveurs peulhs. Ensuite, se venger des dénonciateurs des GEV, des pratiquants de l'islam local et des injustices dont les peulhs auraient été victimes dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs ces dernières années. Enfin, les GEV se proposent de supprimer la présence militaire et les rackets dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. Pour parvenir à leurs fins, ils mobilisent plusieurs moyens et modes opératoires qui sont analysés dans le cinquième chapitre.

² cf. Mossi, A.A. (2022). Forêts contestées : conflits armés et économies illicites dans les zones forestières d'Afrique de l'Ouest. Étude de cas au Niger autour du parc W, GI-TOC, 41p.

³ Bernard Bléou, "Renforcer la résilience et l'apprentissage de la lutte contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire", Etude de faisabilité pour le compte de FH360, Mai 2020.

5 Moyens et modes opératoires des GEV

Le quatrième chapitre a exposé les causes et mobiles perçus des agressions des GEV dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. Le présent chapitre s'attèle à analyser les origines probables des moyens dont ils disposent et leurs modes opératoires.

5.1 Moyens et ressources mobilisées par les GEV : une provenance difficilement traçable

Au cœur des localités du Bounkani (Téhini, Zèpou, Tougbo, Môrô-Môrô, Bolé) et du Tchologo (Kafolo) considérées comme « zones rouges », les populations sont promptes à affirmer ceci : « *Nous ne savons pas d'où proviennent leurs (les GEV) moyens et ressources* ». Mais au fil des entretiens, elles ont fait ressortir à plusieurs reprises, un certain nombre d'activités économiques illicites qui, selon elles, pourraient être la manne qui alimente les actions des GEV.

5.1.1 De la rente tirée des braquages

Selon les populations locales, le phénomène des braquages liés aux coupeurs de routes a connu une recrudescence depuis 2015 sur certains axes de grande circulation (notamment Téhini-Bavé-Kafolo, Téhini-Doropo, Téhini-Kointa, Téhini-Varalé-Bouna, Tougbo-Kafolo-Mapinan-Ferké, Tougbo-Téhini, Môrô-Môrô-Gbontchêso (Burkina-Faso) ; Môrô-Môrô-Bati, Kouloumitan-Bavé, Bolé-Bouaké, Bolé-Kafolo, Bolé-Mapinan, Kafolo-Kong et Kafolo-Bavé-Téhini-Varalé-Bouna). Entre 2018 et 2021, plus de 20 braquages à main armée sur les routes ont été signalés aux FDS dans la région du Bounkani, essentiellement dans les départements de Doropo, Bouna et Téhini. À ce phénomène des « coupeurs de route », il faut aussi ajouter une hausse des cambriolages de maisons, boutiques et magasins à Doropo, Bouna et Bolé entre 2019 et 2020. Selon une récente étude⁴ sur la question des braquages dans le Bounkani, les montants volés s'élèveraient à 14 millions de FCFA par an. Pour les enquêtés, ces nombreux braquages pourraient bien être l'œuvre des GEV pour financer leurs actions.

5.1.2 De la rente tirée des vols de bétails

Les populations mettent également en évidence l'implica-

tion présumée des GEV dans le vol de bétail (l'une des activités illicites régionales les plus lucratives – car le prix d'une vache volée varie de 175 000 à 200 000 F CFA⁵). Selon des témoignages, entre 2015 et 2020, l'itinéraire des vols de bétail dans le département de Téhini, allait de Tougbo vers Bouaké et vers d'autres villes de l'intérieur. Mais depuis 2021, les vols de bétail se font à partir des localités considérées comme « rouges » (Téhini, Zèpou, Tougbo, Môrô-Môrô et Bolé) vers des localités assiégées par les GEV au Burkina Faso. Ces vols seraient coordonnés avec la complicité d'anciens bouviers locaux en particulier les jeunes sans emploi, que les GEV recrutent en utilisant de l'argent et des motos comme appâts.

5.1.3 De la rente tirée des enlèvements contre rançons

Les récits rapportés par les populations font état de ce qu'entre septembre 2020 et juillet 2021, il y a eu une hausse des enlèvements dans les départements de Doropo, Bouna et Téhini, avec cinq cas pour lesquels les ravisseurs auraient exigé une rançon. Ces cinq cas sont survenus conjointement avec les attaques extrémistes dans la zone, si bien que, pour les interviewés, les ravisseurs sont sans doute affiliés à des GEV. Ces enlèvements contre rançons qui ciblaient de riches commerçants locaux auraient permis de générer au moins 45 millions de FCFA au total. Trois des otages auraient payé chacun 5 millions de FCFA pour leur libération. Un quatrième aurait payé 20 millions de FCFA. Le cinquième et dernier otage aurait quant à lui déboursé la somme de 10 millions de FCFA⁶. Un sixième cas d'enlèvements qui s'est produit à Bolé aurait ciblé le fils d'un riche éleveur. La rançon exigée par les ravisseurs serait de 6 millions de FCFA, 125 bœufs, deux smartphones et deux motos. Ce dernier cas montre que localement, les riches commerçants/éleveurs, les opérateurs économiques et leurs proches sont des cibles potentielles des GEV. Qu'en est-il de leurs modes opératoires, des moments, lieux et cibles de leurs attaques ?

5.2 Modes opératoires des GEV

Les agressions des GEV se cristallisent autour de certaines catégories d'acteurs. Le mode opératoire varie selon le but que ces derniers veulent atteindre.

5.2.1 L'usage de motos et des déplacements pédestres

Selon les témoignages des populations et des FDS, les groupes extrémistes violents attaquent par surprise et surgissent de manière inopinée de la brousse ou plus particulièrement du Parc National de la Comoé. Leur moyen de déplacement le plus prisé est la moto. Mais ils se déplacent aussi à pied.

5.2.2 La pose d'engins explosifs improvisés (EEI)

La pose d'engins explosifs improvisés (EEI) sur les routes est une technique couramment utilisée par les GEV dans leur confrontation avec les FDS. En 2021, ces explosifs improvisés auraient causé d'abord la mort de deux FDS sur l'axe Zèpou-Togolokaye, ensuite la mort de trois (3) FDS sur l'axe Togolokaye-Téhini, et enfin la blessure d'un (1) agent FDS sur l'axe Govitan-Gôgô. D'autres EEI ont été découverts par la population (Téhini, Kafolo) et désamorçés par les FDS.

5.2.3 La stratégie de la dissimulation et/ou du déguisement

Le troisième mode opératoire des GEV est la dissimulation. Elle permet d'échapper à la vigilance des FDS et des populations et de se fondre dans la communauté pour obtenir des informations, se ravitailler en vivres et non vivres. Il ressort des entretiens que plusieurs extrémistes démasqués se faisaient passer pour des fous ou se déguisaient en femmes en portant le voile intégral avec parfois un bébé au dos (à Tougbo). Certains encore se faisaient passer pour des bouviers contractuels, des boutiquiers, et des clients ordinaires les jours de marché à Téhini et dans les villages de Tougbo, Bolé et Kafolo. Cette tactique leur permettait de s'informer sur les mouvements des FDS et surtout de ravitailler leurs congénères EV réfugiés dans la brousse, selon les entretiens réalisés à Téhini et à Bolé.

5.2.4 La stratégie de la diversion

La stratégie de la diversion consiste à encercler la cible en se dispersant en de petits groupes et en tirant dans des directions opposées pour tromper la vigilance des FDS et donner l'impression qu'ils sont nombreux « *alors qu'ils ne sont qu'une poignée de personnes* » (FACI). Les GEV procèdent aussi par une propagation de rumeurs dans le corps social. Ces rumeurs font généralement état de « l'omniprésence » des EV : « *Nous avons nos représentants parmi vous. Partout où vous vous trouvez, nous sommes présents. Même à toutes vos réunions nous sommes là* » (Bolé). Cette volonté des GEV de créer la psychose semble bien fonctionner au sein des communautés au regard de l'atmosphère de méfiance généralisée observée

dans les zones de l'étude : « *Parfois nos réunions de village durent tout simplement parce que personne ne veut se prononcer sur des décisions allant à l'encontre des GEV par peur qu'on vienne te dire, on te connaît, voilà ce que tu as dit à notre sujet* » (Kafolo).

5.3 Lieux, moments et cibles d'attaque des GEV

5.3.1 Localités d'attaque des GEV

Le choix des localités ciblées par les GEV ne relève pas du hasard, mais se fait en fonction d'opportunités naturelles et de vulnérabilités sociales qu'ils tentent d'exploiter. De l'avis d'une autorité administrative locale, « *Ils (les GEV) réalisent des études avant d'attaquer. (...) ils choisissent des zones vulnérables où il n'y a pas d'eau, de courant, de centres de santé, d'écoles (...) ils choisissent des zones où le sous-sol est riche en minerai comme c'est le cas de l'or pour la plupart des localités ciblées dans le Bounkani (...) ils assiègent les localités frontalières des pays voisins (Burkina Faso, Mali) où ils brûlent les administrations et les services de communication (antennes téléphoniques) pour mieux contrôler ces territoires (...)* » (Téhini).

5.3.2 Les moments privilégiés et les lieux des attaques

Dans l'imaginaire des populations locales, les attaques des GEV n'interviennent pas aux heures des prières musulmanes. Mais l'on note selon les récits recueillis auprès des populations et des autorités militaires, que ces derniers peuvent mener des attaques à tout moment, selon les opportunités qui s'offrent à eux. Ces opportunités d'attaques ont souvent trait aux mouvements des FDS, leur effectif, le type d'armes dont ils disposent, le nombre de postes de contrôle, etc. Ces informations seraient obtenues grâce « *à leurs services de renseignement* » dissimulés au sein de la population et avec qui ils tiennent un langage codé du style « *les poulets (les FDS) sont passés par ici* » (Tougbo). D'après

la lecture qu'elles font des attaques survenues entre 2020 et 2022 dans les localités de Kafolo, Téhini, Zèpou, Bolé et Tougbo, les populations sont nombreuses à penser que les agressions des GEV s'intensifient entre mars et juin. Pendant cette période, la rareté des pluies leur offre plus de facilités pour les déplacements dans la brousse et sur les pistes. D'une manière générale, les attaques des GEV visent les camps militaires (Téhini et Tougbo), les routes (Zèpou-Kolobougou-Togolokaye, Téhini-Govitan, Kafolo-Mapinan, Kafolo-Lologbo), les postes de contrôle et les mosquées (Bolé).

« Si vous nous aidez à gouverner ici, vous n'allez plus payer d'impôts, ni les 1000 et 2000 Francs CFA pour passer les corridors. Vous allez circuler librement sans pièces »



⁴ En ligne sur <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/09/Nord-de-la-Co%CC%82te-divoire-nouvelles-menaces-djihadistes-anciens-re%CC%81seaux-criminels.pdf>

⁵ Lire à ce propos l'Observatoire des économies illicites en Afrique de l'ouest, juin 2022. En ligne sur <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/WEA-Obs-RB4-French.pdf> Project, Tetra Tech, November 2019.

⁶ Lire Nord de la Côte d'Ivoire : nouvelles menaces djihadistes, anciens réseaux criminels. En ligne sur <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/09/Nord-de-la-Co%CC%82te-divoire-nouvelles-menaces-djihadistes-anciens-re%CC%81seaux-criminels.pdf>

5.3.3 Les cibles primaires et secondaires des GEV

Quand on regarde les acteurs ciblés par les GEV, il se dégage une constance. Indépendamment des localités, les FDS sont la principale cible des attaques. En la matière, les propos attribués aux GEV se recourent plus ou moins : « *On ne veut pas voir d'administrateurs, ni de corps habillés* » (Autorité administrative). Toutefois selon les personnes interviewées, aucune autorité administrative n'a, pour le moment, fait l'objet d'une quelconque attaque de la part des GEV.

Au niveau des cibles secondaires, les récits évoquent les parents et proches des FDS, les dozos, les « dénonciateurs communautaires », les riches commerçants et éleveurs, les peulhs venus du Burkina Faso et les enseignants. À Tougbo, par exemple, des récits font état de ce que des parents de FDS auraient été la cible des GEV à partir de témoignages

des victimes de l'EV dans les localités sous leur contrôle au Burkina Faso. À Kafolo, les Dozos seraient la deuxième cible des GEV pour leur collaboration supposée avec les FDS et leur connaissance supposée des coins et recoins du PNC. Des témoins de la prise d'otage de la mosquée de Bolé en avril 2021 ont également affirmé que les GEV s'en prenaient ouvertement aux enseignants qu'ils considéraient comme ceux qui forment les élites locales à la culture occidentale.

Enfin, les peulhs venus du Burkina Faso sont désignés comme une potentielle cible des GEV pour des raisons dont les contours restent flous. Mais cela s'expliquerait par leur refus de collaborer avec les GEV. Ce refus de collaborer ferait d'eux des fugitifs, si l'on tient compte de l'appel d'Amadou Koufa lancé à tous les peulhs afin de rejoindre les mouvements d'extrémistes violents pour la défense de l'identité peuhle.

Conclusion partielle

Les faits décrits supra montrent qu'en l'état actuel des connaissances, l'on fait l'hypothèse que les moyens et ressources mobilisés par les groupes extrémistes violents (GEV) conjuguent les braquages, les vols de bétails, l'exploitation de l'or et enfin les enlèvements contre rançons. En outre, localement, les modes opératoires des GEV sont structurées autour de stratégies variées visant à échapper à la vigilance communautaire et militaire avant de perpétrer des attaques. Dans la même veine, les moments et endroits des attaques sont fonction des opportunités qui s'offrent aux GEV. Quant aux agressions, elles restent pour l'instant, orientées vers les FDS, les riches commerçants et éleveurs, les parents et proches des FDS, les « dénonciateurs communautaires », les dozos, les enseignants et dans une moindre mesure, les peulhs venus du Burkina Faso.

6 Changements induits par les actions des GEV et stratégies locales de résilience face à l'extrémisme violent

Cette partie de l'analyse ne met pas spécifiquement l'accent sur les changements induits par les actions des GEV. Cependant, pour les consultants, un regard sur ceux-ci permet de mieux comprendre les stratégies d'alerte/de veille ex-post-implémentées par les communautés.

Aussi bien dans les localités ayant directement été touchées par les attaques (Téhini, Zèpou, Tougbo, Bolé et Kafolo) que dans celles qui, pour l'instant, vivent seulement sous la menace (Môrô-Môrô), les actions des GEV ont non seulement déstructuré les habitudes quotidiennes et les comportements des populations, mais aussi et surtout les activités économiques. Face à ces chocs auxquels elles sont confrontées, les communautés ont néanmoins développé des stratégies de veille qui, pour l'instant, restent embryonnaires et fragiles.

6.1 Ralentissement des activités économiques et dégradation perçue des conditions de vie des populations

Indifféremment des localités visitées, l'un des impacts négatifs majeurs des attaques ou de la menace des GEV sur les populations locales, reste le ralentissement des activités économiques. Cette situation touche aussi bien les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs (Kafolo) que les acteurs qui exercent dans le commerce transfrontalier et dans le petit commerce.

Par peur de se faire attaquer ou enlever par les GEV – comme cela a très souvent été rapporté au cours des entretiens – ces catégories d'acteurs s'astreignent, pour la plupart, à ne plus se déplacer tout seul ou s'éloigner sur une certaine distance du village pour la pratique de leurs activités. Pour les agriculteurs par exemple, l'une des conséquences de cette situation est l'abandon des champs éloignés ou proches de la frontière burkinabé et le développement de potagers à la lisière du village (Tougbo, Môrô-Môrô, Bolé et Kafolo). Ceux qui malgré tout continuent d'aller dans leurs champs, ne prennent pas le risque de le faire de façon solitaire. Ils privilégient les déplacements en groupe. Les pêcheurs (à Kafolo) qui avaient pour habitude de franchir la frontière pour aller pêcher à l'autre rive du fleuve Comoé (côté Burkina Faso) n'y vont plus de peur de se faire enlever par des EV dont la présence du côté d'Alidougou au Burkina Faso est attestée par les témoignages des déplacés burkinabés et des commerçants transfrontaliers des six (6) localités de l'étude. Confrontées à l'arrêt des

circuits habituels d'échanges commerciaux avec certaines localités situées à la frontière du Burkina-Faso, (Mangandara, Sirakôrosso, Noumoutchédougou, Djébata, Toupi, Goti, Alidougou), les commerçantes quant à elles, s'orientent désormais vers Ferké et Bouaké pour s'approvisionner en produits vivriers et autres produits de première nécessité (Bolé, Môrô-Môrô, Kafolo).

En définitive, tout en provoquant le tarissement de leurs sources de revenus, le ralentissement des activités économiques dans la zone a exposé les populations à une dégradation de leurs conditions de vie. Plus on avance vers la frontière avec le Burkina Faso – pays avec lequel les communautés avaient traditionnellement des échanges – plus le ressenti de la vulnérabilité économique est fort. Dans beaucoup de familles, même si des chiffres ne sont pas avancés, les femmes jouent un rôle d'appoint financier à la prise en charge du ménage. Mais nombreuses sont celles qui, aujourd'hui, se disent ne plus être en capacité d'aider financièrement leurs maris en raison de l'arrêt de leurs activités économiques ou de la maigreur de ce qu'elles en tirent comme revenus désormais. Cette situation a une incidence négative sur la capacité des ménages à se prendre en charge et même à faire face convenablement à des besoins primaires comme la santé et la scolarisation des enfants. De son côté, la catégorie sociale des jeunes déjà économiquement à risque, voit dans la menace sécuritaire liée aux actions des EV, un facteur d'accentuation de sa vulnérabilité. Peu enclins à s'investir dans les activités traditionnelles de la région (agriculture, élevage, commerce), beaucoup de jeunes prétextent de la morosité économique du moment et du déficit d'alternatives d'insertion pour basculer dans l'orpaillage illicite (Téhini, Tougbo). Or, de l'avis des communautés elles-mêmes, il est à craindre que cette vulnérabilité des jeunes puisse être convertie en opportunités de recrutement par les GEV.

6.2 Des rapports interpersonnels et communautaires empreints de peur et de méfiance

« *On ne sait pas qui est qui. Tu connais ta femme, ta femme te connaît. Mais elle peut te trahir et te livrer, donc chacun se méfie* » (Kafolo). Des propos d'acteurs plus ou moins similaires ont été enregistrés sur l'ensemble des six (6) localités de l'étude. Les attaques des GEV ou les menaces d'attaques font régner dans ces localités, une atmosphère de psychose, de méfiance de tous contre tous, aussi bien entre les habitants d'un même village qu'entre les membres d'une même famille. Cette méfiance a instauré une sorte d'omerta au sein des populations

qui, par mesure de prudence, refusent d'aborder en public les sujets concernant les EV. Et la meilleure façon de le faire est de dire à son interlocuteur : « *Je n'étais pas présent au moment des faits et personne ne m'a parlé de ce qui s'est passé ici.* » (Zèpou). Dans cet environnement de peur et de méfiance, la communauté peuhle, en raison de son accointance supposée avec les EV (par le nombre d'arrestations en leur sein après les attaques, le faciès et le mode vestimentaire), continue plus que les autres, d'être mise à l'index.

Cette atmosphère de méfiance généralisée est entretenue par les témoignages de personnes enlevées (Kafolo, Bolé, Téhini) mettant en relief la présence de complicités internes sur lesquelles s'appuieraient les GEV pour procéder à des enlèvements ou à des attaques contre les FDS. Les récits de personnes enlevées (Téhini, Bolé) ou de leurs parents (Bolé, Kafolo), font vivre les populations dans une sorte de hantise qui leur impose de ne pas parler imprudemment des EV au risque de se faire étiqueter par des informateurs dissimulés et d'être dans le viseur des « enleveurs d'hommes ».

6.3 La présence militaire comme principale alternative de sécurité

À la suite de l'attaque meurtrière de Kafolo de juin 2020 qui a occasionné officiellement 16 morts dont 14 soldats, l'État ivoirien a procédé à un déploiement des militaires et de quelques unités des Forces Spéciales (FS) à Téhini, Tougbo et Kafolo. Ce déploiement a nécessité la construction de camps militaires (Téhini, Tougbo, Môrô-Môrô, Bolé), ou l'occupation du centre de formation de l'office ivoirien des parcs et réserves (OIPR) à Kafolo.

De l'avis des autorités militaires et des autres acteurs enquêtés, la présence militaire a fortement contribué à faire baisser le niveau de menace et à rassurer les populations. Dès lors, même si l'attachement au terroir (« *La mort est partout... Ici c'est chez nous* » (Téhini). « *C'est notre village. On est né ici, on a grandi ici. On ne sait pas où aller* » (Zèpou et Bolé), est ce qui retient quelques-uns dans leur village, l'écrasante majorité des participants à l'étude considère que l'armée est le principal filet de sécurité des populations dans ces zones qu'ils considèrent comme étant toujours à risque. Sur ce point, la mission note que quelques soient les localités, les interviewés et surtout les chefs de villages et leurs notables sont unanimes : « *C'est grâce aux militaires que nous sommes là ! Si les militaires décident de partir du village, on va tous les suivre. Il n'y aura plus personne ici* ». Ainsi, malgré les changements dans leurs habitudes quotidiennes, les populations adhèrent dans l'ensemble, à la mesure de couvre-feu prise par les autorités locales (Tougbo, Bolé, Kafolo) et qui interdit

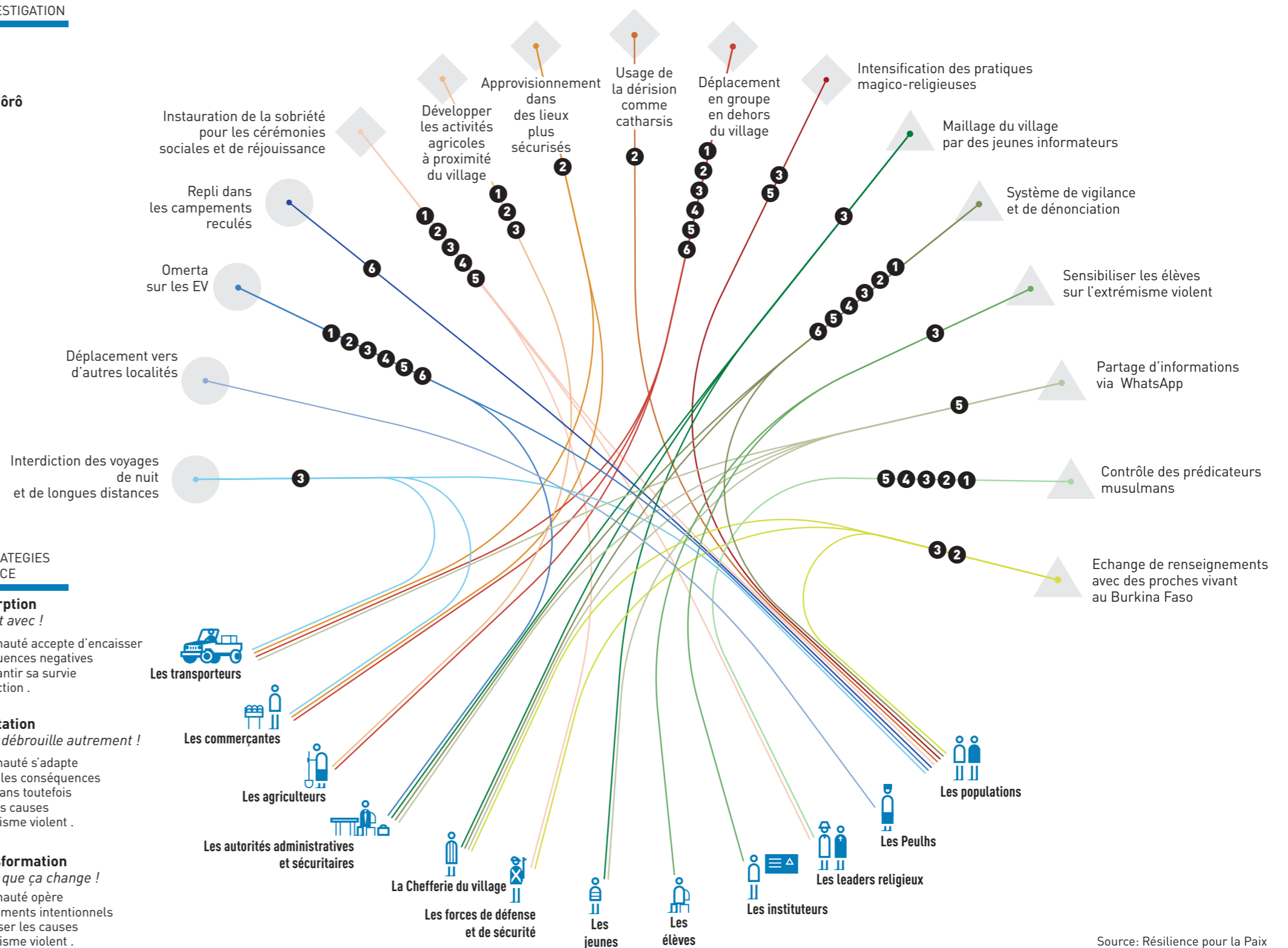
Diagramme 2: Stratégies locales de veille et d'alerte de l'extrémisme violent

LIEUX D'INVESTIGATION

- 1 Kafolo
- 2 Bolé
- 3 Môrô-Môrô
- 4 Tougbo
- 5 Téhini
- 6 Zèpou

TYPE DE STRATEGIES DE RESILIENCE

- Absorption**
On fait avec !
La communauté accepte d'encaisser les conséquences négatives afin de garantir sa survie et sa protection.
- Adaptation**
On se débrouille autrement !
La communauté s'adapte pour éviter les conséquences négatives sans toutefois adresser les causes de l'extrémisme violent.
- Transformation**
Il faut que ça change !
La communauté opère des changements intentionnels pour adresser les causes de l'extrémisme violent.



Source: Résilience pour la Paix

la circulation des engins motorisés à partir de 19 heures et des personnes à 21 heures. Cependant, l'attitude des populations est révélatrice d'au moins deux choses :

- le désir de voir la présence militaire se pérenniser et
- la fragilité des réponses communautaires face à la menace extrémiste.

Selon qu'il s'agisse des gendarmes ou des militaires, la perception que les populations locales ont des forces de défense et de sécurité (FDS) diffère. En effet, comme le révèlent la plupart des études menées ou en cours dans les zones frontalières nord du pays, la cohabitation FDS-populations est régulièrement marquée par des tensions avec comme principaux griefs, le phénomène de rackets et le contrôle des pièces de motos. Les accusations de « rackets » à l'encontre des gendarmes sont légion. Pour les interviewés, le « racketage » s'apparente à la spoliation d'une population déjà en souffrance du fait des actions des GEV. Plus encore, le laxisme perçu des gendarmes dans le contrôle des motocyclistes peut constituer une opportunité que pourraient exploiter les entrepreneurs de l'extrémisme violent pour infiltrer les populations, s'organiser et éventuellement procéder à des attaques. L'empilement de tous ces griefs contre les gendarmes a ainsi contribué dans la conscience collective, à l'effritement de leur réputation et à la dilution de la confiance placée en eux.

En revanche, le niveau d'acceptation des militaires reste globalement élevé dans la zone de l'étude. Il est renforcé par leur participation à des activités citoyennes (salut aux couleurs au collège moderne de Tougbo, nettoyage du centre de santé rural à Bolé, de la cour de la Mosquée à Kafolo) et sportives (à Kafolo), etc.

6.4 Mémoire des attaques et construction de stratégies locales de résilience et de veille

Malgré des différences dans la façon de reconstituer les signes avant-coureurs des attaques des GEV, force est de constater que, globalement, toutes les catégories d'acteurs rencontrés ont une « bonne » mémoire de ces événements qui, désormais font partie de leur histoire collective. En lien avec cette mémoire des faits, des stratégies de résilience sont développées, même si pour l'instant l'armée reste la principale alternative en termes de protection. Le diagramme 2 ci-dessus illustre ces stratégies .

6.5 Des mécanismes locaux d'alerte encore fragiles

À l'échelle des 6 localités, l'équipe note que l'existence d'initiatives communautaires de veille et d'alerte contre les actions des GEV, témoigne au moins de deux choses : (i) une prise de

conscience collective des menaces liées au phénomène de l'extrémisme violent et (ii) l'existence de ressorts sociétaux capables de rendre les populations plus résilientes. De fait, il y a chez les communautés, une culture plus ou moins partagée d'une bonne partie de ces mécanismes locaux de résilience. Tel est par exemple le cas, avec (i) la culture de la vigilance et de la dénonciation, (ii) la culture de l'omerta sur les EV, (iii) les déplacements en groupe pour des activités champêtres ou le marché et (iv) le recours intensifié au magico-religieux.

Toutefois, des disparités en termes de niveau de structuration de ces mécanismes existent entre les localités. Dans la quasi-totalité des zones directement touchées par les attaques des EV et abritant un cantonnement militaire fonctionnel, les communautés semblent être foncièrement attachées au « parapluie » de l'armée. De fait, le niveau de structuration de ces initiatives communautaires reste relativement faible. À Téhini par exemple, un conflit sournois entre deux générations de jeunes (20 à 30 ans versus 30 et plus) autour des retombées des projets initiés dans le village a cours. L'une des conséquences de ce conflit est la mise en place de deux groupes WhatsApp parallèles. À terme, ce conflit de leadership pourrait constituer un risque à la circulation et au partage des informations liées à l'extrémisme violent. Or dans un contexte où il existe encore des fermentations de la menace sécuritaire, une implication collective et un engagement citoyen paraissent être des variables importantes pour assurer l'efficacité des stratégies de résilience.

Quoique n'ayant pas subi directement d'attaques des GEV, Môrô-Môrô reste, parmi les 6 localités de l'étude, celle où le dispositif communautaire de veille et d'alerte semble être plus élaboré. La stratégie de maillage du village par les jeunes est spécifique à cette localité.

La tendance générale observée dans la zone de l'étude est l'affaiblissement du contrôle social des aînés sur les cadets. Mais de l'avis de la chefferie de Môrô-Môrô, la prégnance de verrous culturels réduit l'exposition des jeunes à la vulnérabilité économique et par ricochet aux offres de recrutement des GEV. Ils seraient d'ailleurs très peu impliqués dans l'économie de l'orpaillage pourtant très en vogue dans le Bounkani malgré les mesures de répression de l'État. En réalité, derrière cette régulation sociale par des normes culturelles se cache un leadership fort de quelques aînés transporteurs qui, localement, sont devenus des modèles de réussite que les jeunes voudraient copier. À ce jour, au moins une vingtaine de mini bus communément appelés "Massa" seraient en activité et occuperaient les jeunes. Sans négliger les autres initiatives locales (constitution de groupements ou associations d'intérêts économiques chez les femmes et les jeunes), un accompagnement de l'économie locale du transport pourrait aider à réduire la vulnérabilité des jeunes.

Conclusion générale : Leçons apprises dans les contextes ivoiriens et béninois

L'étude a permis de questionner les connaissances et les perceptions des communautés ainsi que leurs souvenirs sur les signes avant-coureurs de la présence ou des actions des organisations d'extrémisme violent dans le nord de la Côte d'Ivoire.

Les données recueillies permettent de relever que :

- il y a une diversité de signaux que les populations lient à la présence des GEV dans leurs localités et ces signaux touchent à des comportements, des pratiques mais aussi à des discours des présumés extrémistes violents qui semblent ne pas être inscrits dans les habitudes des communautés ;
- en termes de comportements les populations font référence aux apparences vestimentaires (porte de cagoules, déguisements,), aux déplacements en colonnes sur des motos de type particulier, etc. ;
- pour ce qui est des pratiques les plus récurrentes, elles font référence à des achats massifs de biens tels que les vivres (plusieurs baguettes de pain, du riz, de carburants et d'autres types de biens de consommation). Et aussi à des pratiques comme les vols de bétails, les braquages, les coupures d'électricité, les enlèvements de personnes suivis de demande de rançons comme conditions de leur libération ou encore la pose d'engins explosifs improvisés ;
- quant aux éléments discursifs dont font cas les populations, ils concernent l'organisation aux forceps de prêches dans les mosquées par surprise, les menaces proférées contre les communautés en cas de complicités avec les éléments des forces de défense et de sécurité ou en cas de dénonciations des GEV auprès des FDS.

Ces signaux d'alertes identifiés aussi bien par les communautés, les autorités locales et les éléments des forces de défense et de sécurité sont répandus et récurrents dans les discours. Ils recourent à plusieurs égards des pratiques similaires que l'on identifie dans d'autres contextes notamment dans certains pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest comme le Bénin ou le Togo. La question des achats ostentatoires, des déplacements en colonnes de motos, le port de cagoules, les menaces en cas de dénonciation ou de complicité avec les FDS et les agents de l'État, les poses d'engins explosifs improvisés, les irruptions dans les lieux de cultes et prêches inopinés, les vols de bétails et les kidnappings sont autant de comportements, de pratiques et de discours recensés dans ces pays voisins. Cependant, on note des éléments spécifiques au con-

texte ivoirien tels que (par exemple) les déguisements qui consistent pour les hommes à porter le voile intégral à l'instar des femmes, les coupures d'électricité avant opération. De même, il y a des éléments référencés dans le contexte béninois qui ne transparaissent pas par exemple dans les discours des personnes rencontrées. Il s'agit notamment du prélèvement des zakât auprès des éleveurs qui sont autorisés à faire paître les bétails dans le parc, la circulation dans les marchés locaux de billets de banque neufs, le développement de marchés noirs de médicaments et de pièces détachées de motos.

Par ailleurs, cette étude a permis à l'équipe de chercheurs d'apprendre deux principales leçons qu'il convient de mentionner :

- L'avènement de l'extrémisme violent renforce le ballet incessant des ONG dans la partie Nord de la Côte d'Ivoire. Cette situation commence par laisser certains membres des communautés investiguées qui expriment plus le besoin d'accompagnement de leurs initiatives économiques ou de délivrance de services sociaux de base tels que la réhabilitation d'écoles, de centres de santé, l'offre des services d'eau potable, l'érection de clôtures en barbelés pour protéger les cultures maraîchères (quand bien même que ces activités sont du ressort et de la responsabilité de l'Etat). Le risque d'un tel ballet des acteurs extérieurs aux communautés est qu'il crée de la méfiance vis-à-vis des intervenants extérieurs comme par exemple des chercheurs à qui elles peuvent réserver une certaine hostilité. Tel fut le cas avec l'équipe de recherche qui a été boudée par les femmes et les jeunes à Kafolo et qui, de ce fait, n'a pu organiser de focus group dans cette localité.
- Les jeunes développent de plus en plus une désaffection vis-à-vis des activités économiques traditionnelles (agriculture, pêche, commerce) au profit de l'orpaillage illicite qui, dans les imaginaires locaux permet, d'accéder avec célérité à la réussite. Dès lors, la fermeture des sites d'orpaillage par l'État de Côte d'Ivoire rétrécit davantage l'horizon des opportunités chez plusieurs jeunes dans un contexte de menaces sécuritaires et en crise d'alternatives professionnelles. Pour les jeunes qui ne veulent rien faire d'autre que cette activité, les risques de radicalisation et de basculement vers l'extrémisme violent sont réels.



7 Bibliographie

Aziz Mossi (2022). Forêts contestées : conflits armés et économies illicites dans les zones forestières d'Afrique de l'Ouest. Étude de cas au Niger autour du parc W, GI-TOC, 41p

Bernard Bléou (2020). "Renforcer la résilience et l'apprentissage de la lutte contre l'extrémisme violent dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire", Étude.

ISS (2019). Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma, Rapport sur l'Afrique de l'Ouest, 26p. <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/war-26-fr.pdf>

Kouamé Yao Séverin, Binaté Issouf, Diarra Lassina (2018). Étude exploratoire sur les risques ou facteurs potentiels de radicalisation et d'extrémisme violent en République de Côte d'Ivoire, Programme de Prévention de la Radicalisation et lutte contre l'Extrémisme Violent – Phase II.

Observatoire des Économies Illicites en Afrique de l'Ouest (2022). Bulletin de risque Numéro 4, 6 p. <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2022/06/WEA-Obs-RB4-French.pdf>

PNUD, [sd], Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique: une approche axée sur le développement, 56 p. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/africa/UNDP-PVE-updated2017_FR.pdf

Sampson Kwarkye, Jeannine Ella, Michaël Matongbada (2019). "L'Initiative d'Accra peut-elle prévenir le terrorisme dans les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest?", Dakar, ISS: <https://issafrica.org/fr/iss-today/linitiative-daccra-peut-elle-prevenir-le-terrorisme-dans-les-etats-cotiers-de-lafrique-de-louest>

Résilience pour la Paix (2021). Enquête de perception des signaux de l'extrémisme violent par la population dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire.

Philippe Assalé, Bernard Bléou (2019). *Violent Extremism Risk Assessment*, Côte d'Ivoire

8 Annexes

Annex 1: Outils et techniques de collecte de données.

L'objectif de cette étude est d'identifier, principalement à l'aide de méthodes qualitatives faisant appel aux témoignages et/ou récits des communautés, les signes avant-coureurs d'attaques dans les localités ayant ou ayant eu en leur sein des GEV actifs.

Outils de collecte

L'étude s'est appuyée sur un diagnostic participatif fondé sur la Méthode Active de Recherche Participative (MARF) à visée exploratoire. La MARF exploratoire a permis de collecter des informations sur les problèmes abordés, avec un accent mis sur les signaux et des organisations d'extrémisme violent.

Les outils de collecte des données qui ont été utilisés dans cette étude sont les suivants:

- **des guides d'entretien semi-structurés;**
- **la grille d'observation;**
- **le profil historique.**

Techniques de collecte

L'entretien individuel et le focus group sont les principales techniques qui ont été mobilisées par l'équipe pour collecter les données de terrain. Au total 40 entretiens individuels et 15 focus group impliquant 199 personnes ont été réalisés au terme d'une mission de terrain de 12 jours dans le département de Téhini (Téhini, Zèpou, Toubo, Môrô-Môrô, Bolé) et de Kong (Kafolo).

Le travail s'articule autour de diverses activités à savoir : (i) Recherche documentaire et Réunion de cadrage, (ii) Élaboration et validation des outils de collecte, (iii) Collecte de données, (iv) Traitement des données, Elaboration et restitution du rapport préliminaire, (v) Rédaction et soumission du rapport final, (vi) Participation à une séance de restitution. Ces activités sont faites en tenant compte du chronogramme réglementaire de l'étude.

Phase de préparation de la collecte des données

La préparation de la collecte s'est faite en trois phases. Ces trois phases ont couvert respectivement les deux premières semaines de l'étude. Elle comporte les activités suivantes :

- **Réunion de cadrage** : Le démarrage effectif de l'étude s'est fait à la suite de deux réunions de cadrage entre le commanditaire de l'étude et l'équipe de consultants. Ces réunions ont permis de s'accorder sur les objectifs

de l'étude, la pertinence des outils de collecte des données et de définir une ligne commune de travail.

- **Revue documentaire** : Elle s'est faite tout au long de l'étude. D'un côté, elle a permis de répertorier les localités où il y a des attaques et ainsi de procéder à un réaménagement des zones d'études sélectionnées au départ : par exemple la localité de Kimbirila Nord a été remplacée par Zèpou. De l'autre, la consultation de sources secondaires (rapports d'étude, articles scientifiques, revue de presse) a permis de faire l'état des lieux sur la question et de mieux articuler l'analyse.

- **Élaboration et validation des outils de collecte** : L'équipe de consultants a élaboré un guide d'entretien simplifié pour les communautés et une matrice de collecte de données pour les autorités administratives, politiques et militaires. Ces outils ont, ensuite, été validés ensemble avec les responsables du R4P avant le démarrage des enquêtes de terrain.

Collecte des données

Cette phase de l'étude a nécessité le déplacement de deux consultants et de deux enquêteurs sur les sites d'étude pour une période de 12 jours. Elle a débuté le 27 septembre 2022 à Téhini et a pris fin le 7 octobre 2022 à Kafolo en passant par Zèpou, Toubo, Môrô-Môrô et Bolé. Elle s'est faite concomitamment avec les séances de débriefing journalier.

Traitement des données et rédaction du rapport préliminaire

La phase de traitement des données et de rédaction du rapport préliminaire s'est faite également en deux semaines. Elle a débuté à la cinquième semaine et pris fin à la sixième semaine. Elle a consisté en la centralisation des données, la transcription, le tri thématique et l'analyse de contenu des données.

Rédaction et soumission du rapport final

À la suite du rapport préliminaire, une séance de travail en ligne a été organisée le 11 novembre 2022 pour recueillir les inputs du commanditaire. Le rapport final a été transmis la semaine suivante, après la prise en compte des suggestions du commanditaire.

Participation à une séance de restitution

L'équipe de consultants participera à une séance de restitution qui sera planifiée par les responsables de R4P, selon les termes du contrat et l'agenda défini pour l'étude.

Annex 2: Questions éthiques et aspect genre

Les exigences éthiques de la présente étude ont été les suivantes : questions éthiques et réglementaires, le consentement libre et éclairé des enquêtés, la confidentialité des réponses et enfin les avantages et bénéfices.

Questions éthiques et réglementaires
L'équipe d'étude a eu plusieurs séances d'orientation sur la protection de la vie privée et la confidentialité. Aussi, toutes les données recueillies dans le cadre de cette recherche ont-elles été traitées et présentées sous le sceau de l'anonymat de sorte à préserver l'identité des personnes ayant fourni les informations. Ainsi, aucun nom de répondant n'apparaît dans le rapport. La liste et les contacts des personnes rencontrées ne sont pas aussi mis en évidence.

Toutes les données et autres informations obtenues dans le cadre de l'enquête de base ont été conservées en toute sécurité, et gardées de façon confidentielle et anonyme dans la mesure du possible. Par ailleurs, toutes les données resteront la propriété d'Equal Access International et ne peuvent faire l'objet d'utilisation par le consultant qu'après son accord préalable.

Équité et genre
La dynamique du genre a été prise en compte dans tout le processus du choix des enquêteurs et de l'identification des personnes à interviewer. L'équipe des enquêteurs était composée d'une femme et d'un homme.

En ce qui concerne les enquêtés, ce sont 50 femmes qui ont pris part aux échanges, que ce soit au niveau des entretiens individuels que des focus group. À ce nombre, on peut ajouter une quarantaine de femmes qui ont assisté aux différentes discussions de groupe sans prendre la parole à Bolé.

Bénéfice pour les participants
Les répondants ne bénéficieront pas des retombées mais la prise en compte de leurs besoins par les bailleurs à travers des projets servira dans la prévention de l'EV, la construction de la paix, de la cohésion sociale et le développement socio-économique des localités concernées par l'étude.

Approche sensible au conflit
L'approche sensible aux conflits permet de s'assurer que les interventions ne contribuent pas ou ne ravivent pas involo-

ntairement les conflits, mais permettent plutôt d'instaurer un climat de paix et d'inclusion sociale. En tenant compte de cette réalité et de la sensibilité du sujet traité, l'équipe de chercheurs s'est appuyé, dans le cadre de cette étude, sur les facilitateurs communautaires du projet R4P qui ont une parfaite maîtrise des enjeux politiques, sécuritaires et socio-économiques locaux. Ils ont appuyé l'équipe dans l'identification et la programmation des rendez-vous avec les informateurs clés et aidé à l'instauration d'un climat de confiance entre les chercheurs et les enquêtés. Cet appui a facilité la participation active de la communauté peuhle, pourtant réputée renfermée, à l'étude.

Défis liés au terrain et stratégies d'immersion des consultants
L'équipe de consultants a été confrontée à deux défis majeurs pendant l'enquête de terrain. Le premier est relatif aux difficultés d'accès aux enquêtés, les communautés notamment. En effet, le contexte de psychose et de peur généré par les attaques des extrémistes violents (EV) et la présence supposée de leurs complices au sein des populations, rend très sensible toute discussion publique relative à l'extrémisme violent, surtout avec des inconnus. Pour surmonter cette difficulté, l'équipe a bénéficié de l'appui des facilitateurs communautaires. Jouant sur le capital-confiance qu'ils ont auprès des populations, ils ont été d'une très grande utilité dans le démarchage des acteurs à rencontrer.

Parallèlement, tout en rassurant les enquêtés quant au respect de l'anonymat et de l'usage qui sera fait des données collectées, les consultants se sont évertués à user de détours ou à jouer sur les alliances à plaisanteries entre les deux enquêteurs de l'équipe et les populations locales, avant l'entame des entretiens. De Téhini à Kafolo en passant par Zèpou, Tougbo, Môrô-Môrô et Bolé, tout le processus de collecte des données s'est nourri de cette démarche pratique d'immersion. Le second défi a été celui de l'impraticabilité de certaines routes villageoises (surtout l'axe Téhini-Zèpou) et les risques sécuritaires auxquels l'équipe et les facilitateurs de R4P s'exposaient en les empruntant. En raison de la vague de pluies (parfois violentes) sur la période de l'étude, l'équipe a dû recourir aux motos pour se rendre à Zèpou. Dans l'ensemble, malgré des risques sécuritaires réels (les populations et même certaines autorités administratives avaient, parfois, peur pour l'équipe), l'opération de collecte des données s'est globalement bien déroulée.

Annex 3: Guide d'entretien qualitatif destiné aux communautés

Date :	...	Heure de début :	...
Interviewer :	...	Heure de fin :	...
Preneur de notes :	...		

Autres personnes présentes ?	Oui / Non	Fonctions/Titres
Nom
Nom

Nom de l'interviewé :			
Organisation :	...	Fonction/Titre :	...
Unité :	...	Depuis ?	...
Sexe :	...		
Email :	...	Phone :	...

Cet entretien est mené dans le cadre d'une étude sur les signaux d'alerte précoce des problèmes d'insécurité commanditée par Equal Access International. Les résultats de cette étude devront permettre au Projet Résilience pour la Paix (R4P) de mieux orienter et contextualiser les futures actions de sensibilisation et de prévention.

Résilience pour la Paix (R4P) est une initiative quinquennale financée par l'USAID et mise en œuvre par Equal Access International (EAI) pour renforcer la résilience des communautés et l'apprentissage pour lutter contre les problèmes d'insécurité dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire. L'objectif principal du projet est de mener des actions qui réduisent les vulnérabilités socio-économiques des communautés dans cette zone.

Les réponses que vous allez donner dans le cadre de cet échange resteront anonymes et confidentielles. Rien de ce que vous nous direz ne vous sera attribué. Toutes les informations d'identification personnelle, y compris les numéros de téléphone, seront utilisées à des fins de suivi et d'assurance qualité uniquement. Les données seront protégées par des codes et personne, en dehors de l'équipe de recherche et de R4P, n'y aura accès.



I. Histoire des signaux annonciateurs perçus des actions des GEV

1. De votre expérience, quel(s) contexte(s) précède(nt) les périodes de bruits (Qu'est-ce que vous avez remarqué ou qu'est-ce qui s'est passé avant que les bruits n'arrivent ici. Un an avant ? Six mois avant ? Trois mois avant ? Deux à trois semaines avant ? Un à trois jours avant ? Vous vous rappelez des choses que vous avez commencé à voir et après il y a eu des bruits ?)
2. Quelles sont les choses (signes, faits, événements, situations, gestes, comportements) nouvelles que vous avez commencé à voir dans votre localité avant que les bruits là n'arrivent ?
3. Est-ce que les nouvelles choses que vous avez commencé à voir vous disent quelque chose ? Si oui, qu'est-ce que vous avez fait ? Si non, pourquoi ?
4. Selon ce que vous avez vécu, entendu ou vu, parlez-nous un peu de ces bruits.

Historique des agressions armées	Réponses
a. Quand ça s'est passé ? Ça duré combien de temps (jours/heures) ?	...
b. Combien de personnes ont été tuées, blessées ou déplacées ?	...
c. Ceux qui sont venus s'en prenaient à qui ?	...
d. Comment ils procédaient ?	...
e. Quels sont les endroits où les bruits se sont passés ?	...
f. Qu'est-ce qui a changé dans votre communauté/ localité après les bruits ?	...

5. Parlez-nous des problèmes qu'il y avait entre les gens ici avant que les bruits n'arrivent ? (regarder les objets de tensions dans les rapports intra et intercommunautaires et dans les rapports aux services publics).
6. Est-ce que la façon dont les choses se sont passées ici est la même chose que dans les autres localités ? Ces choses nouvelles qui sont arrivées ici et qui ont attiré votre attention sont les mêmes que vous avez entendus ailleurs ou bien c'est différent ? Expliquez-nous.)

II. Causes perçues des actions des GEV

7. À votre avis, pourquoi les gens là sont venus faire du bruit ici ? Qu'est-ce qu'eux-mêmes ont dit ? Ou qu'est-ce que vous avez entendu les gens dire sur ce qui les a poussés à faire ça ?
8. Pour vous, qu'est-ce qui a provoqué ou amené les bruits que vous avez attendu ici là. Qu'est-ce qui vous vient, en premier, à l'esprit ?
9. Est-ce que ce qui a provoqué les bruits ici est la même chose que dans les autres localités ? Pourquoi ?
10. Est-ce que les raisons qui ont poussé les gens à venir faire le bruit sont les mêmes que ce que vous entendez ou voyez ailleurs ?

III. Acteurs impliqués dans les actes de VE

11. Les gens qui sont venus faire du bruit chez vous sont tous venus d'ailleurs ?
12. Savez-vous ou avez-vous entendu dire qu'il y a des Ivoiriens parmi eux ?
13. Avez-vous déjà entendu parler des gens d'ici qui étaient avec les gens qui sont venus faire du bruit ici (focus sur GEV) ?
14. Est-ce qu'il y a des gens d'ici qui marchent avec eux ?
15. Selon vous, qu'est-ce qui poussent ou qu'est-ce qui peut pousser des personnes d'ici à marcher avec ces gens-là ?
Par quoi reconnaissez-vous ceux qui ont rejoint les gens qui font du bruit ou qui marchent avec eux (comment vous faites pour savoir que c'est eux) ?
16. Quels moyens ils ont ? Où est-ce qu'ils gagnent l'argent pour faire tout ce bruit-là ?

IV. Capacités de résilience des communautés face à l'EV

17. Chez vous ici, quels sont les groupes/communautés qui sont plus en danger face aux gens là ?
18. Comment faites-vous ou qu'est-ce qui vous donne la force pour vivre et tenir debout avec tous ces bruits-là ? Où trouvez-vous des forces pour pouvoir tenir ?
19. Qu'est-ce qui vous rend faibles devant tous ces bruits et ces gens-là ?
20. À votre avis qu'est-ce qu'on doit faire pour ne plus que ces choses arrivent ici ou pour les arrêter ?
21. Dans votre localité, si on doit faire des activités pour ne plus que ces choses arrivent encore ou continuent, par quoi doit-on commencer ? Quels sont les groupes/personnes qu'on doit aider le plus ? Pourquoi ?
22. Comment faites-vous pour que le souvenir de ce qui est arrivé ici ne s'efface pas au sein de la communauté ?



Annex 4: Matrice de collecte des données

Objectif 1 : Documenter l'histoire locale des attaques des organisations de violences extrémistes (OVE) et les changements qu'elles ont induits au sein des communautés					
Questions clés	Questions subsidiaires	Types d'informations	Sources de l'information	Instruments de collecte	Méthodes d'analyse
(i) De votre expérience, quel(s) a/ont été le(s) signe(s) qui a/ont annoncé les attaques des groupes extrémistes dans votre localité ?	<p>a. Quel(s) contexte(s) ou événement(s) a/ont précédé les attaques ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Des fêtes traditionnelles, des cérémonies de mariage traditionnel, etc. ? Les élections municipales, régionales, législatives ou présidentielles ? Lorsque l'État a fait des réformes (par rapport au foncier, au mariage, par exemple) Lorsqu'il y a eu ralentissement de la croissance économique de la Côte d'Ivoire était élevée ? Lorsque les écarts de revenus ou les conditions de vie entre les populations (hommes, femmes et jeunes) ont commencé à se creuser ? Quand le chômage des jeunes/des femmes dans la localité s'est accentué ? Lorsque la population des non-nationaux s'est accrue par rapport aux nationaux ? Quand les tensions autour de la gestion des ressources naturelles (eau, terre, minerais, etc.) se sont accentuées ? Quand les déplacements entre la Côte d'Ivoire et ses voisins du Nord (Mali et Burkina Faso) se sont intensifiés ? Y a-t-il eu des rumeurs particulières avant les attaques ? Si oui, lesquelles ? <p>b. Le/les contexte(s) ou événement(s) ayant précédé les attaques dans votre localité est-il/sont-ils différent(s) de celui/ceux dans les autres localités ? Si oui, à quel niveau ?</p>	Descriptif et Normatif	Préfets, Sous-préfets, Maires, Présidents ou conseillers régionaux, Chefs/leaders de communautés, Leaders d'associations de jeunes ou de femmes, Leaders religieux, « personnes ordinaires », douaniers.	Interviews individuels et/ou Focus group	Analyse du discours, Analyse documentaire (rapports d'étude)

Objectif 1 : Documenter l'histoire locale des attaques des organisations de violences extrémistes (OVE) et les changements qu'elles ont induits au sein des communautés					
Questions clés	Questions subsidiaires	Types d'informations	Sources de l'information	Instruments de collecte	Méthodes d'analyse
(ii) Quelle est l'histoire locale des attaques des groupes extrémistes et des récits qui lui sont liés ?	<ul style="list-style-type: none"> Quand est-ce que l'attaque ou les attaques ont-ils eu lieu dans votre localité ? Quels sont les moments qui ont été choisis pour ces attaques ? Pourquoi ? Selon votre vécu, combien de personnes ont été tuées, blessées ou déplacées dans cette/ces attaque(s) ? Quels sont les groupes de personnes qui étaient les plus visés ? Pourquoi ? Quels ont les lieux qui ont été visés ? Pourquoi ? Comment les OVE ont-ils procédé dans leurs attaques ? Quels sont les moyens qu'elles ont utilisés ? Quelles différences et ressemblances avec les autres localités ? 	Descriptif et Normatif	Préfets, Sous-préfets, Maires, Présidents ou conseillers régionaux, Chefs/leaders de communautés, Leaders d'associations de jeunes ou de femmes, Leaders religieux, « personnes ordinaires », douaniers.	Interviews individuels et/ou Focus group	Analyse du discours, Analyse documentaire (rapports d'étude)
(iii) Quels sont les changements perçus induits par les attaques des groupes extrémistes dans votre localité ?	<ul style="list-style-type: none"> Qu'est-ce qui a changé dans votre localité à la suite des attaques extrémistes ? Dans la cohabitation entre les communautés/populations ? Dans la pratique des activités économiques ? Dans les déplacements ? Dans le choix des lieux de fréquentation ou d'habitation ? Dans les pratiques religieuses ? 				



Objectif 2 : Causes perçues des actions des OEV					
Questions clés	Questions subsidiaires	Types d'informations	Sources de l'information	Instruments de collecte	Méthodes d'analyse
Quelles sont les dynamiques à l'origine des actions des organisations de l'extrémisme violent ?	<ul style="list-style-type: none"> • Selon vous, quelles sont les causes des attaques des OVE dans votre localité et dans le nord de la Côte d'Ivoire ? • Sur une première échelle de valeurs de 0 à 10, donnez une note aux causes suivantes selon leur importance : marginalisation de certaines catégories sociales, la répartition inégale de l'eau, de la terre, des minerais, etc., exclusion sociale et politique, la mauvaise gouvernance, l'impunité, le manque de l'autorité de l'État, l'insuffisance des services publics de base. • Sur une deuxième échelle de valeurs de 0 à 10, donnez une note aux autres causes que voici : la prolifération des armes, les réseaux criminels illicites, l'émergence des groupes d'autodéfense armés, le débordement des attaques extrémistes au Burkina Faso et au Mali, la pénurie en eau et la rareté des terres, les conflits communautaires, les tensions avec les FDS, les frustrations envers l'État, l'orpaillage clandestin. • Quels sont les événements ou les facteurs qui ont déclenché les attaques dans votre localité ? Sont-ils différents dans les autres localités ? 	Descriptif	FDS, Préfets, Sous-préfets, Maires, Présidents ou conseillers régionaux, Chefs/leaders de communautés, Leaders d'associations de jeunes ou de femmes, Leaders religieux, « personnes ordinaires », ONGs	Interviews individuels et/ou Focus group	Analyse du discours, Analyse documentaire (rapports d'étude ou d'enquête, rapports d'activités, etc.)

Objectif 3 : Caractériser les acteurs ou groupes d'acteurs impliqués dans les actes de violence extrémiste					
Questions clés	Questions subsidiaires	Types d'informations	Sources de l'information	Instruments de collecte	Méthodes d'analyse
Qui sont les acteurs/ groupes d'acteurs impliqués dans les violences extrémistes et quelles sont leurs motivations ?	<ul style="list-style-type: none"> • Dans votre localité/ communauté, existe-t-il des catégories de personnes qui ont rejoint les OVE ? • Si oui, lesquelles ? Quelles étaient leurs motivations ? Quelles stratégies ont-elles utilisées pour rejoindre ces OVE ? • Quels sont, dans votre localité/communauté, les acteurs impliqués ou soupçonnés d'être impliqués dans les violences extrémistes ? • Quelles étaient leurs principales motivations et leurs stratégies ? • Quels sont les moyens et les soutiens dont-ils disposaient ? D'où proviennent ces moyens et ces soutiens ? • Quelles différences et ressemblances y a-t-il entre ces acteurs et ceux des autres localités ? 	Descriptif	FDS, Préfets, Sous-préfets, Maires, Chefs/leaders de communautés, Leaders d'associations de jeunes ou de femmes, Leaders religieux, « personnes ordinaires », ONGs	Interviews individuels et/ou Focus group	Analyse du discours, Analyse documentaire (rapports d'étude ou d'enquête, rapports d'activités, etc.)
Objectif 4 : Analyser la résilience des communautés face à l'EV et définir localement des stratégies de veille sur les signes précoces de l'EV					
Quelles stratégies pour renforcer la résilience des communautés face aux actions des OVE ?	<ul style="list-style-type: none"> • Selon vous, quelles sont les communautés les plus exposées à l'EV dans votre localité ? Pourquoi ? • Quelles sont les capacités ou ressources dont disposent les communautés de votre localité pour se prémunir des actions des OVE ? • Quelles sont les actions prioritaires à mener pour prévenir l'EV dans votre localité ? • Quels doivent être les cibles ou groupes prioritaires dans ces actions de prévention de l'EV ? 	Descriptif et Normatif	Préfets, Sous-préfets, Maires, Chefs/leaders de communautés, Leaders d'associations de jeunes ou de femmes, Leaders religieux, « personnes ordinaires », ONGs ou autres acteurs de développement local	Interviews individuels	Analyse du discours



Cette étude est rendue possible par le soutien généreux du peuple américain à travers l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de cette étude ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

Photo de couverture: Dr. Bernard Bléou, membre de l'équipe de recherche

Mise en page/ conception: Marco Giannini / Dataspoiler

